



2015

Rapport du budget primitif

.....

Sommaire

Équilibre budgétaire

- P.4** La stratégie financière de la mandature
 - P.11** Les grands agrégats financiers du budget primitif 2015
 - P.22** La présentation du budget par politique publique
-

Toulouse ville créative

- P.26** Attractivité et rayonnement
 - P.27** Soutien aux acteurs locaux
 - P.28** Lecture publique
 - P.29** Patrimoine et musées
 - P.30** Musique et spectacle vivant
 - P.31** Culture Scientifique et Technique
 - P.32** Théâtre et Orchestre du Capitole
 - P.33** Communication externe
-

Toulouse ville responsable

ORGANISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

- P.36** Stationnement
- P.37** Droits de place et de voirie
- P.38** Cimetières
- P.39** Eclairage Public
- P.40** Opérations d'aménagement
- P.41** Ecologie urbaine et Climat
- P.42** Espaces verts
- P.43** Gestion des voies d'eau

PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

- P.46** Démocratie Locale
 - P.47** Lutte contre les discriminations
 - P.48** Services à la population
 - P.49** Police Municipale
 - P.50** Pompes funèbres et crématorium (budgets annexes)
-

Toulouse ville solidaire

- P.52** Éducation
 - P.53** Cuisine centrale
 - P.54** Petite enfance
 - P.55** Enfance loisirs
 - P.56** Animation socioculturelle
 - P.57** Renforcement du lien social
 - P.58** Logement
 - P.59** Centre Communal d'Action Sociale
 - P.60** Développement Social
 - P.61** Hygiène et Santé
 - P.62** Séniors
 - P.63** Sports
 - P.64** Mission Jeunesse
-

Moyens et modernisation de l'action publique

- P.66** Ressources humaines
 - P.67** Gestion des bâtiments communaux
 - P.68** Schéma directeur immobilier municipal
 - P.69** Systèmes d'information
-

Thématique transversale : le Grand Projet de Ville (GPV)

- P.71** le Grand Projet de Ville
-

An aerial photograph of a city, likely Lyon, France, showing a dense urban landscape with numerous buildings and red-tiled roofs. A prominent green corridor, lined with trees, runs vertically through the center of the image, flanked by roads and parking areas. The overall scene is a mix of historic architecture and modern urban planning.

Équilibre budgétaire

P.4 La stratégie financière de la mandature

P.11 Les grands agrégats financiers
du budget primitif 2015

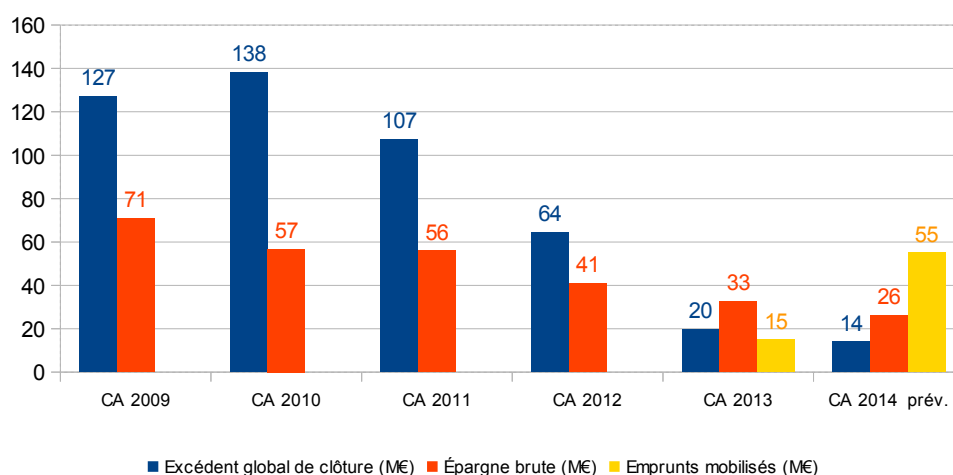
P.22 La présentation du budget
par politique publique

La stratégie financière de la mandature

Le débat d'orientations budgétaires qui s'est déroulé le 6 mars dernier a permis de poser le cadre d'élaboration du budget primitif 2015, caractérisé par une diminution sans précédent des dotations de l'État et par une dégradation de

l'ensemble des indicateurs financiers de la collectivité à l'issue de la précédente mandature. Le graphique ci-dessous, repris du rapport d'orientations budgétaires, illustre cette dégradation continue :

Evolution des agrégats financiers de la Ville de Toulouse de 2009 à 2014 (M€)



La période qui s'ouvre est celle d'une contrainte financière extrême pour l'ensemble des collectivités locales. La Ville de Toulouse l'aborde sans aucune réserve d'autofinancement ou d'excédent pour amortir la chute des concours financiers de l'État. Elle doit, en outre, supporter l'impact d'un endettement récent, qui va faire peser, dans les années à venir, des charges conséquentes en termes d'intérêts financiers et de capital à rembourser.

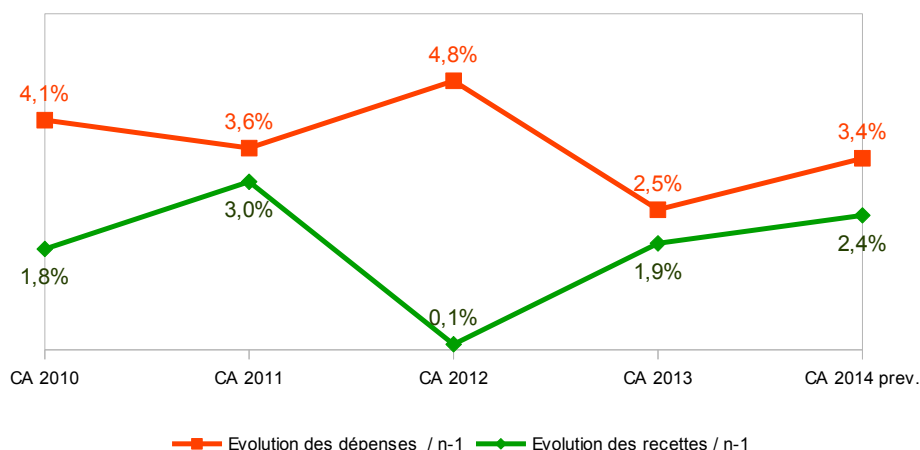
Les choix opérés sous la précédente mandature auront ainsi des conséquences durables sur les équilibres financiers de la collectivité. Le rétablissement de l'autofinancement est un impératif pour maintenir un niveau d'investissement à la hauteur des besoins des Toulousains en services publics performants.

1 LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE 2015 - 2020 SANS INFLEXION DE LA STRATÉGIE FINANCIÈRE POURSUIVIE SOUS LA MANDATURE PRÉCÉDENTE

Entre 2008 et 2013, les dépenses de fonctionnement ont systématiquement augmenté plus vite (+ 3,8 % / an en moyenne) que les recettes de fonctionnement (+ 1,7 % / an en moyenne). Cet « effet de ciseau », illustré dans le gra-

phique ci-dessous, s'est poursuivi en 2014 et aurait été supérieur sans la mise en œuvre d'un plan d'économies décidé par la nouvelle municipalité (dont l'impact en 2014 peut être estimé à 6 M€).

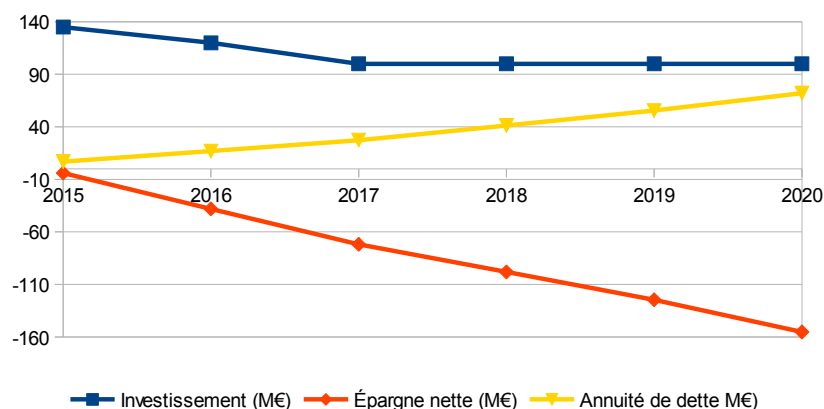
Evolution des dépenses et des recettes courantes sur la période 2009 - 2014



Le scénario de prospective consistant à contenir l'évolution des dépenses de fonctionnement légèrement en deçà du rythme constaté sous la précédente mandature (à + 3 % / an¹) et à fixer un niveau d'investissement à 100 M€ à l'horizon 2020, en tenant compte des informations aujourd'hui

connues sur l'évolution des dotations de l'État est détaillé et illustré ci-dessous. **Il démontre l'impossible poursuite de la stratégie financière de la précédente mandature : l'épargne nette est négative dès 2015 et atteint - 155 M€ en 2020.**

Prospective 2015 - 2020 avec + 3 % / an pour les dépenses de fonctionnement



Prospective financière 2015 – 2020 avec 3 % / an de progression des dépenses de fonctionnement (k€)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Evolution Taux d'Imposition	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Produit fiscal strict	217 939	223 917	230 062	236 380	242 876	249 554
Autres impôts et taxes	221 567	222 934	223 622	224 321	225 030	225 749
Dotations et participations	129 775	116 483	104 436	103 896	103 482	101 982
Autres produits fct courant	41 901	42 397	42 900	43 409	43 925	44 448
Produits exceptionnels larges	7 756	7 872	7 990	8 109	8 231	8 354
Produits de Fonctionnement	618 939	613 603	609 010	616 115	623 543	630 087
Evolution nominale Charges fct courant strictes	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Charges fct courant strictes	603 717	621 828	640 483	659 697	679 488	699 873
Atténuations de produits	3 201	3 932	4 072	4 193	4 271	4 352
Ch. exceptionnelles larges	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Annuité de dette	6 924	16 977	27 309	41 287	55 460	72 120
Ch. de Fonctionnement larges	622 842	651 737	680 864	714 177	748 219	785 344
Epargne nette	-3 903	-38 134	-71 853	-98 062	-124 676	-155 257
Rec.Inv. hs Emprunt	36 788	37 963	37 214	34 968	31 974	27 482
Dép Inv. hs Capital	135 000	120 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Emprunt mobilisé chaque année	102 115	120 171	134 639	163 094	192 702	227 775
Encours de dette au 31/12	165 981	274 385	390 817	526 711	683 063	863 484

¹ Les dépenses de personnel progresseraient dans cette hypothèse de 3,2 % / an (contre 4,1 % / an de 2009 à 2013) et les autres dépenses de fonctionnement de 2,7 % / an (contre 3,4 % / an de 2009 à 2013), soit 3 % au global.

La dégradation de l'épargne nette dans ce scénario « au fil de l'eau » découle de la progression continue des dépenses de fonctionnement, de l'alourdissement de la charge de la dette et de l'atonie des recettes². Le tableau ci-dessous dé-

compose l'impact de chacun de ces différents facteurs dans l'évolution de l'épargne nette, qui diminue de **180 M€** par rapport à son niveau du compte administratif prévisionnel 2014 :

Décomposition des facteurs de dégradation de l'épargne nette entre 2015 et 2020 (M€)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Évolution globale des recettes de fonctionnement	-6,4	-5,3	-4,6	7,1	7,4	6,5	4,8
Intérêts financiers	-1,3	-3,6	-3,9	-5,0	-5,0	-5,7	-24,5
Remboursement en capital	-4,5	-6,4	-6,4	-9,0	-9,2	-11,0	-46,6
Dépenses de personnel (+ 3,2 % / an)	-11,1	-11,4	-11,7	-12,1	-12,4	-12,8	-71,5
Autres dépenses de fonctionnement (+ 2,7 % / an)	-6,5	-6,7	-6,9	-7,1	-7,4	-7,6	-42,3
Total	-29,8	-33,5	-33,6	-26,1	-26,5	-30,5	-180

Ce scénario, inacceptable, conduirait la Ville de Toulouse, pour préserver sa solvabilité et ses ratios légaux donc obligatoires, à des décisions extrêmement négatives pour compenser ce déficit, soit en stoppant complètement sa

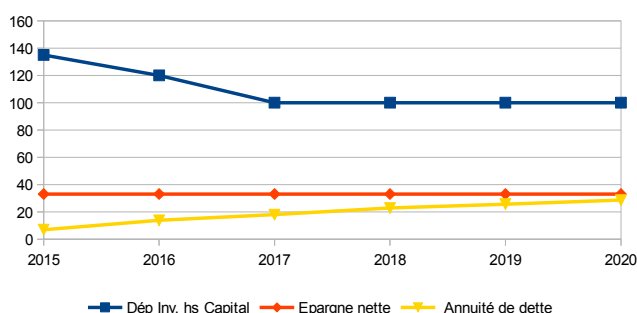
politique d'investissement (y compris les indispensables dépenses d'entretien et de réhabilitation du patrimoine municipal), soit en supprimant l'équivalent de la moitié des postes des employés municipaux.

2 LA STRATÉGIE FINANCIÈRE PROPOSÉE POUR LA PÉRIODE 2015 - 2020 PAR LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ

La première étape de la stratégie budgétaire pour le mandat est donc celle du rétablissement de l'épargne nette qui doit se situer, a minima, à **33 M€** (soit 1/3 de la cible d'investissement). Cet objectif permet de limiter le recours

à l'emprunt et, ainsi, de contenir la progression de la charge de la dette : 28,5 M€ d'annuité en 2020 contre 72 M€ dans le scénario précédemment évoqué « au fil de l'eau ».

Prospective 2015 - 2020 avec une cible de 33 M€ d'épargne nette



² Les recettes de fonctionnement reculent de 2015 à 2017 sous l'effet de la baisse des dotations d'État puis retrouvent, à partir de 2018, un dynamisme limité à l'évolution physique des bases fiscales.

Prospective 2015 - 2020 avec une cible de 33 M€ d'épargne nette (données en k€)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Evolution Taux d'Imposition	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Produit fiscal strict	217 939	223 917	230 062	236 380	242 876	249 554
Autres impôts et taxes	221 567	222 934	223 622	224 321	225 030	225 749
Dotations et participations	129 775	116 483	104 436	103 896	103 482	101 982
Autres produits fct courant	41 901	42 397	42 900	43 409	43 925	44 448
Produits exceptionnels larges	7 756	7 872	7 990	8 109	8 231	8 354
Produits de Fonctionnement	618 939	613 603	609 010	616 115	623 543	630 087
Evolution nominale Charges fct courant strictes	-3,3%	-2,3%	-1,6%	0,4%	0,8%	0,6%
Charges fct courant strictes	566 813	553 898	545 010	547 119	551 676	555 170
Atténuations de produits	3 201	3 932	4 072	4 193	4 271	4 352
Ch. exceptionnelles larges	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Annuité de dette	6 924	13 773	17 929	22 803	25 596	28 566
Ch. de Fonctionnement larges	585 939	580 603	576 010	583 115	590 543	597 087
Epargne nette	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000
Rec.Inv. hs Emprunt	36 788	37 963	37 214	34 968	31 974	27 482
Dép Inv. hs Capital	135 000	120 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Dép Inv. hs Dette	135 000	120 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Dépenses directes d'équipement	135 000	120 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Emprunt mobilisé	65 212	49 037	29 786	32 032	35 026	39 518
Encours au 31/12	129 077	168 260	185 504	201 635	218 797	238 265

Cet objectif d'autofinancement minimum implique donc de dégager, d'ici à 2020, **145 M€** de ressources en fonctionnement par rapport au scénario « au fil de l'eau », soit par des

mesures d'économies, soit par la mobilisation de nouvelles recettes, soit par la conjonction de ces deux paramètres.

Économies à réaliser à réaliser pour passer du scénario « fil de l'eau » au scénario assurant un autofinancement minimal (M€)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Charges de fonctionnement dans le scénario « au fil de l'eau » (M€)	603,7	621,8	640,5	659,7	679,5	699,9	-
Evolution / n-1 dans le scénario « au fil de l'eau » (M€)	17,6	18,1	18,7	19,2	19,8	20,4	113,8
Charges de fonctionnement dans le scénario à 33 M€ d'épargne nette (M€)	566,8	553,9	545	547	551,7	555,2	-
Evolution / n-1 dans le scénario à 33 M€ d'épargne nette (M€)	-19	-13	-9	2	5	3	-31
Économies à réaliser chaque année / scénario « au fil de l'eau » (M€)	-37	-31	-28	-17	-15	-17	-145

A / 1^{re} hypothèse : un effort centré uniquement sur des économies en dépenses

Cette hypothèse aurait des répercussions majeures sur les champs d'activité de la collectivité, étant entendu que certaines dépenses, du fait de leur caractère incompressible,

pourront seulement être freinées ; les conséquences seraient les suivantes :

Type de dépenses	Taux d'évolution à respecter d'ici à 2020	Économies réalisées	Implications
Dépenses de personnel	+ 1 % / an (contre + 4,1 % / an de 2008 à 2013)	50 M€	<ul style="list-style-type: none"> Non remplacement de 100 % des départs (1250 postes supprimés) et réduction de l'offre de service public Aucune création de nouveaux équipements publics et notamment de nouveaux groupes scolaires Baisse massive des activités recourant aux agents non permanents (activités périscolaires et extrascolaires, petite enfance...)
Charges à caractère général (prestations, fluides, honoraires, frais d'assurance, entretien, locations...)	- 30 % d'ici à 2020 par rapport aux dépenses de 2014	65 M€	<ul style="list-style-type: none"> Compte tenu d'un certain nombre de charges incompressibles (fluides, impôts, frais d'assurance), une réduction d'ampleur des champs d'intervention de la collectivité serait à opérer (ex. activités éducatives, périscolaires, extrascolaires et socioculturelles)
Subventions aux « satellites » de la mairie (CCAS, Théâtre et Orchestre du Capitole, ISDAT...)	0 % / an	10 M€	<ul style="list-style-type: none"> Non remplacement de 100 % des départs et fermeture d'équipements
Subventions aux associations	- 50% d'ici à 2020 par rapport aux dépenses de 2014 (contre + 40% de 2008 à 2013)	20 M€	<ul style="list-style-type: none"> Réduction d'ampleur du soutien de la collectivité aux acteurs associatifs
Total des économies		145 M€	

B / 2^e hypothèse : la seule mobilisation de recettes fiscales et tarifaires pour atteindre les 33 M€ d'épargne nette

Si le choix d'assurer un niveau d'autofinancement minimum à hauteur de 33 M€ consistait uniquement à mobiliser de nouvelles recettes, les taux de fiscalité directe et

les tarifs municipaux devraient être augmentés dans des proportions considérables :

Type de dépenses	Taux d'évolution à respecter d'ici à 2020	Économies réalisées	Implications
Fiscalité directe	215 M€	+ 123 M€	Hausse de 57 % des taux d'imposition sur la durée du mandat
Tarifs municipaux dont le niveau est librement fixé par la collectivité	22 M€	+ 22 M€	Doublement de l'ensemble des tarifs municipaux
Total des recettes supplémentaires		145 M€	

C / 3^e hypothèse : efforts soutenus de recherche d'économies et mobilisation mesurée de nouvelles recettes

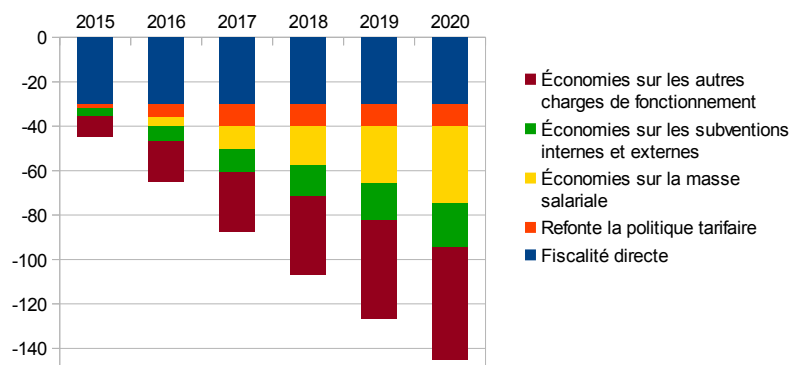
Type de dépenses	Taux d'évolution à respecter d'ici à 2020	Économies réalisées	Implications
Dépenses de personnel	+ 1,7 % / an (contre + 4,1 % / an de 2008 à 2013)	35 M€	<ul style="list-style-type: none"> Non remplacement de départs Mise en œuvre de mesures destinées à réduire l'absentéisme et réorganisations des services pour une meilleure efficience
Charges à caractère général (prestations, fluides, honoraires, frais d'assurance, entretien, locations...)	- 20 % d'ici à 2020 par rapport aux dépenses de 2014	50 M€	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre d'une politique achat afin de réduire les coûts d'approvisionnement Réorganisations des services pour une meilleure efficience Évaluation des politiques publiques municipales et priorisation en fonction des besoins des habitants et du territoire
Subventions aux « satellites » de la mairie (CCAS, Théâtre et Orchestre du Capitole, ISDAT...)	+ 1 % / an	7 M€	<ul style="list-style-type: none"> Non remplacement d'une partie des départs Mise en place de contrats pluriannuels de financement
Subventions aux associations	- 25 % d'ici à 2020 par rapport aux dépenses de 2014 (contre + 40% de 2008 à 2013)	13 M€	<ul style="list-style-type: none"> Implication des acteurs associatifs dans les nécessaires efforts d'économies Mise en place de contrats pluriannuels de financement
Total des économies		105 M€	

Les recettes seraient quant à elles tirées d'un recours mesuré à la fiscalité et aux produits d'exploitation :

Types de recettes	Recettes constatées en 2014	Recettes supplémentaires attendues d'ici 2020	Implications
Fiscalité directe	215 M€	+ 30 M€	Hausse de 15 % des taux d'imposition ménages en 2015
Tarifs municipaux dont le niveau est librement fixé par la collectivité	22 M€	+ 10 M€	Mise en œuvre d'une nouvelle politique tarifaire ramenant les tarifs de la Ville de Toulouse dans la moyenne des grandes villes et les rendant plus équitables par rapport aux capacités contributives des bénéficiaires
Total des recettes supplémentaires		40 M€	

Dans ce scénario, les ressources en fonctionnement nécessaires à la solvabilité de long terme du budget municipal proviennent pour presque **trois quart de mesures d'économies** et pour **un quart de recettes nouvelles**, comme illustré ci-dessous.

Décomposition des ressources nécessaires pour assurer la solvabilité du budget municipal (M€)



Cette hypothèse permet de rétablir les fondamentaux financiers de la collectivité et d'assurer sa solvabilité, sur la mandature qui débute et au delà. Il rend possible un programme d'investissement ambitieux et permet de contenir l'encours de dette, la capacité de désendettement étant de 4,5 années à l'horizon 2020.

L'ambition de cette stratégie en termes d'économies est considérable : il s'agit qu'à l'horizon 2020, les dépenses de fonctionnement soient équivalentes à leur montant de 2015 (602 M€), tout en répondant aux besoins croissants en services publics résultant de l'évolution démographique (s'agissant notamment des équipements scolaires) et en « absorbant » l'inflation sur la période.

Prospective financière 2015 – 2020 avec une cible de 33 M€ d'épargne nette atteinte par des mesures d'économies et la mobilisation de nouvelles recettes (donnée en k€)

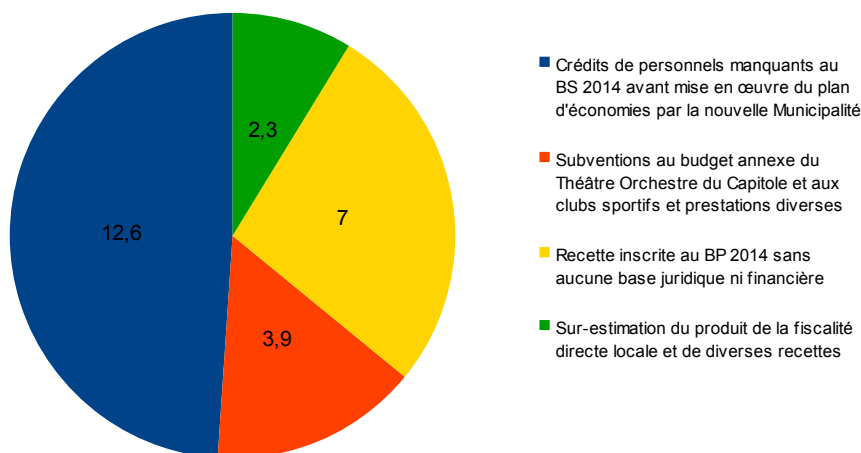
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Evolution Taux d'Imposition	15,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	250 630	257 504	264 572	271 837	279 307	286 987
Autres impôts et taxes	221 567	222 934	223 622	224 321	225 030	225 749
Dotations et participations	129 775	116 554	104 484	103 918	103 484	101 982
Autres produits fct courant	43 949	48 512	52 683	53 193	53 709	54 231
Produits exceptionnels larges	7 756	7 872	7 990	8 109	8 231	8 354
Produits de Fonctionnement	653 678	653 377	653 351	661 378	669 760	677 304
Evolution nominale Charges fct courant strictes	2,6%	-1,3%	-0,7%	0,5%	0,9%	0,8%
Charges fct courant strictes	601 552	593 672	589 350	592 382	597 892	602 386
Atténuations de produits	3 201	3 932	4 072	4 193	4 271	4 352
Ch. exceptionnelles larges	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Annuité de dette	6 924	13 773	17 929	22 803	25 596	28 566
Ch. de Fonctionnement larges	620 678	620 377	620 351	628 378	636 760	644 304
Epargne nette	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000
Rec.Inv. hs Emprunt	36 788	37 963	37 214	34 968	31 974	27 482
Dép Inv. hs Capital	135 000	120 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Emprunt mobilisé	65 212	49 037	29 786	32 032	35 026	39 518
Encours au 31/12	129 077	168 260	185 504	201 635	218 797	238 265

Les grands agrégats financiers du budget primitif 2015

Le débat d'orientations budgétaires qui s'est déroulé le 6 mars dernier, outre la constatation de la dégradation de l'ensemble des indicateurs financiers de la collectivité, a mis en

évidence d'importantes sur-estimations de recettes (pour 9,3 M€) et sous-estimations de dépenses (pour 16,5 M€) qui ont caractérisé le budget primitif 2014.

Crédits sur-estimés ou sous-estimés dans le BP 2014 (26 M€)



Ce budget primitif 2014 n'étant ainsi pas un point de comparaison valable, le projet de budget primitif pour 2015 sera, dans les développements qui suivent et lorsque c'est pertinent, mis en perspective avec le budget supplémentaire 2014. Cette étape budgétaire a en effet conduit à rétablir l'ensemble des crédits qui auraient du figurer lors du budget primitif 2014, notamment par l'affectation des résultats de la gestion 2013.

Pour des motifs de transparence dans les développements à venir, les deux comparaisons sont faites ci-dessous. Elles permettent d'illustrer la stratégie de recherche active d'économies évoquée plus avant : si, de budget primitif à budget primitif, les dépenses de fonctionnement progressent de 2,7 % (+ 16 M€), **entre le budget supplémentaire 2014 et le projet de budget primitif 2015, les dépenses de fonctionnement sont**

quasi stables (+ 0,3%). Ce sont donc 18 M€ que la collectivité économisera par rapport à une évolution théorique à + 3 % des crédits 2014, déjà inférieure à celle enregistrée ces dernières années (+ 3,8 % / an entre 2008 et 2013).

Conjuguée à la mobilisation de nouvelles recettes, cette maîtrise des dépenses permet de rétablir l'épargne brute à 40 M€ et l'épargne nette à 25 M€.

Les dépenses d'investissement hors remboursements des emprunts en capital s'établissent à 162 M€, proches du niveau du BP 2014 (166 M€). Elles sont financées à hauteur de 23 % par l'épargne nette, contre 5 % au moment du budget supplémentaire 2014.

Le projet de budget primitif 2015 comparé au budget primitif 2014

	Budget primitif 2014 (M€)	BP 2015 (M€)	Evolution en M€	Evolution en %
Dépense de fonctionnement	606	622	16	2,7%
dont dépenses de personnel	345	366	22	6,3%
dont autres dépenses de fonctionnement	261	255	-5	-2,0%
Recettes de fonctionnement	628	662	35	5,5%
Épargne brute	22	40	18	81,2%
Épargne nette	22	25	4	17,6%
Dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunt en capital)	166	162	-3	-2,1%
Remboursements d'emprunt en capital	0,7	15,1	14	1941%
Recettes d'investissement (hors emprunt)	40	41	1	2,6%
Emprunt d'équilibre	105	96	-8	-7,9%

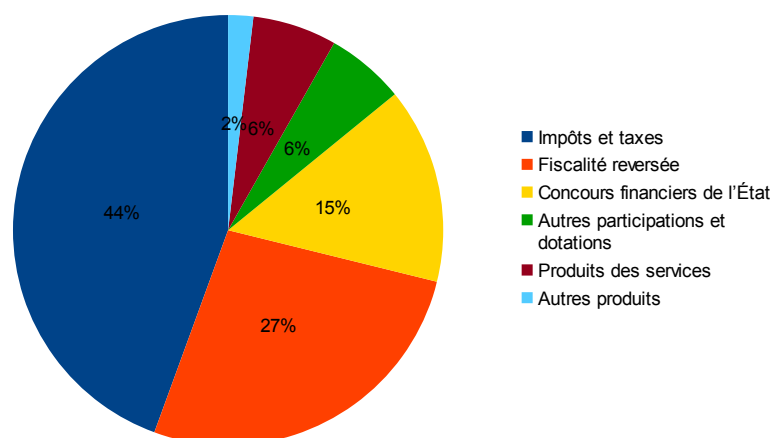
Le projet de budget primitif 2015 comparé au budget supplémentaire 2014

	Budget supplémentaire 2014 (M€)	BP 2015 (M€)	Evolution en M€	Evolution en %
Dépense de fonctionnement	620	622	1,6	0,3%
dont dépenses de personnel	354	366	12	3,5%
dont autres dépenses de fonctionnement	266	255	-11	-4,1%
Recettes de fonctionnement (hors résultats reportés)	630	662	33	5,2%
Épargne brute	9	40	31	340%
Épargne nette	8	25	17	208%
Dépenses d'investissement (hors dette et hors reports)	163	162	-1	-0,4%
Remboursements d'emprunt en capital	0,9	15,1	14	1506,1%
Recettes d'investissement (hors emprunt)	42	41	-1	-2,6%
Emprunt d'équilibre	100	96	-4	-3,6%

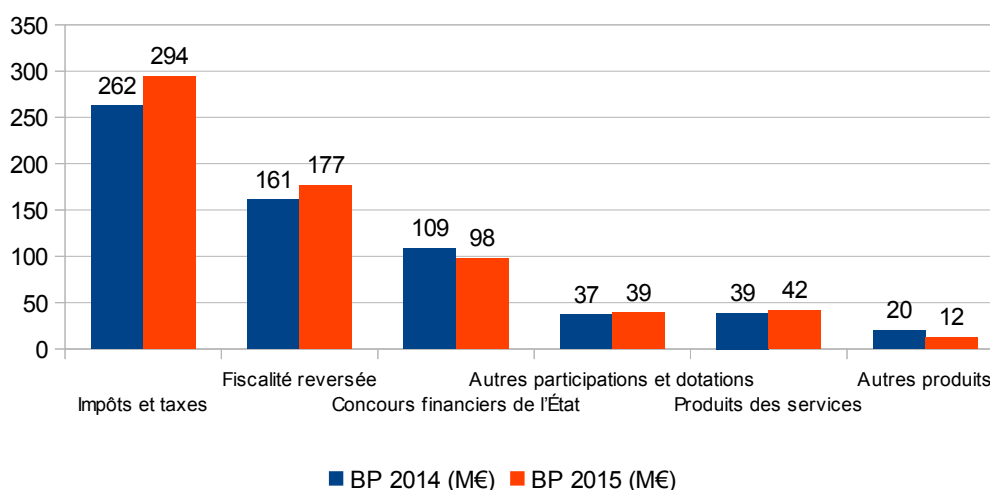
1 LES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

A / Les recettes de fonctionnement

Les recettes de la section de fonctionnement s'affichent en progression de **5,5%**, passant de 628 M€ au BP 2014 à **662 M€** dans le présent budget (+ 35 M€). La répartition de ces recettes est la suivante :



Evolution des recettes de fonctionnement entre BP 2014 et BP 2015



■ LE PRODUIT DE LA FISCALITÉ LOCALE

► Le produit de la fiscalité locale

Première ressource de fonctionnement du budget municipal, le produit de la fiscalité directe est prévu, dans le cadre du BP 2015, à un niveau de **250,8 M€**, contre 215,7 M€ au BP 2014, soit 16% de plus (+ 35 M€). Cette projection intègre plusieurs facteurs de progression :

- tel qu'exposé dans la présentation de la stratégie financière de la mandature, une augmentation de 15 % des taux de taxe d'habitation et de taxe foncière ;
- une progression physique des bases de 2 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et de 1,3% pour la taxe d'habitation (taux d'évolution constatés en moyenne de 2009 à 2014) ;
- une revalorisation forfaitaire nationale de 0,9 %, telle que figurant dans la loi de finances initiale pour 2015 ;
- une majoration de 20 % de la cotisation de taxe d'habitation appliquée aux résidences secondaires, adoptée par une délibération du 30 janvier dernier et dont le produit prévisionnel est de l'ordre de 900 k€ ;

tation appliquée aux résidences secondaires, adoptée par une délibération du 30 janvier dernier et dont le produit prévisionnel est de l'ordre de 900 k€ ;

- une prise en compte des rôles complémentaires à hauteur de 2 M€, afin de compenser la tendance observée les années passées d'une sous-estimation du produit calculé à partir des bases prévisionnelles.

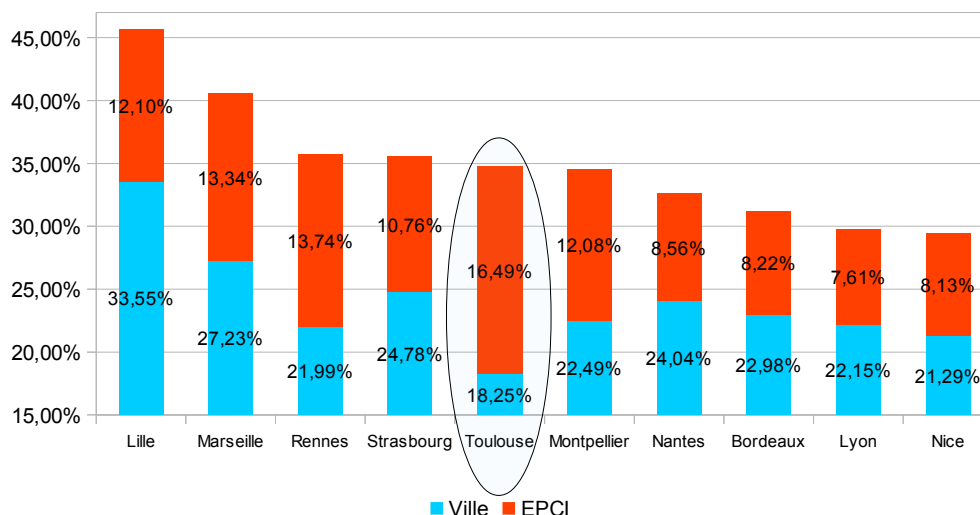
En dépit de cette hausse des taux de taxe d'habitation et de taxes foncières, la Ville de Toulouse se situe toujours nettement en dessous de la moyenne des grandes villes françaises (hors Paris) en termes de fiscalité (taux 2015 actualisés des décisions connues à ce jour, les collectivités n'ayant pas encore adopté leurs taux étant identifiées en rouge) :

Ville	Taxe d'habitation - taux 2015 - part communale
Lille	33,55%
Marseille	27,23%
Strasbourg	24,78%
Nantes	24,04%
Bordeaux	22,98%
Montpellier	22,49%
Lyon	22,15%
Rennes	21,99%
Nice	21,29%
Toulouse	18,25%

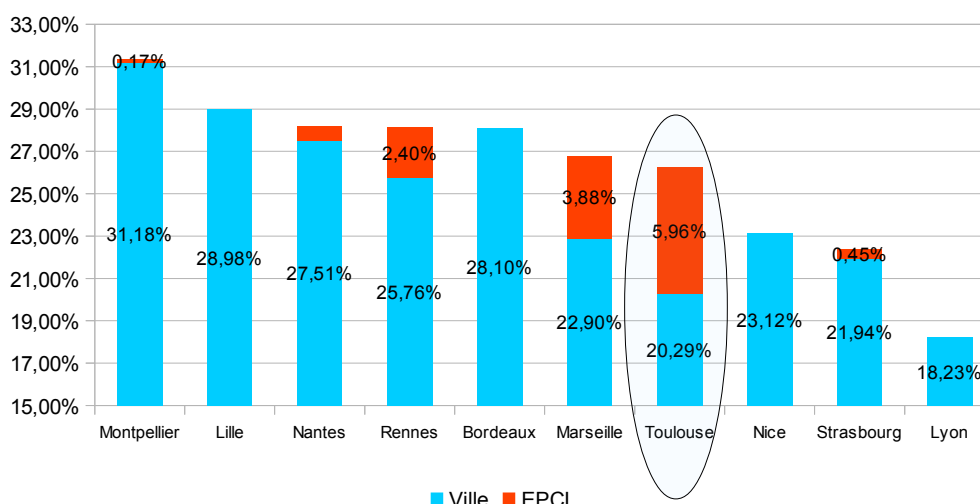
Ville	Taxe foncière - taux 2015 - part communale
Montpellier	31,18%
Lille	28,98%
Bordeaux	28,10%
Nantes	27,51%
Rennes	25,76%
Nice	23,12%
Marseille	22,90%
Strasbourg	21,94%
Toulouse	20,29%
Lyon	18,23%

En tenant compte de la part intercommunale de la fiscalité directe, le territoire toulousain reste en dessous de la moyenne des 10 plus grandes villes françaises hors Paris (taux 2015 actualisés des décisions fiscales connues à ce jour) :

Taxe d'habitation - taux 2015 villes et intercommunalités



Taxe foncière sur les propriétés bâties - taux 2015 villes et intercommunalités



Il est à signaler que la politique d'abattement de la Ville de Toulouse, qui n'évoluera pas en 2015, reste l'une des plus favorables aux contribuables locaux, comme détaillé ci-dessous :

Politique d'abattement des 10 plus grandes villes françaises (taux d'abattement 2014 ou, signalés en bleu, ayant fait l'objet d'une modification en 2015³)

Ville	Abattement général à la base
Bordeaux	19%
Lyon	16%
Toulouse	15%
Montpellier	15%
Strasbourg	15%
Nantes	10%
Nice	10%
Lille	5%
Marseille	5%
Rennes	0%

Ville	Abattements 1 ^{re} et 2 ^e personne à charge
Toulouse	20%
Nice	20%
Lyon	20%
Nantes	20%
Marseille	20%
Lille	15%
Bordeaux	15%
Strasbourg	15%
Montpellier	10%
Rennes	10%

Ville	Abattements à partir de la 3 ^{ème} personne à charge
Toulouse	25%
Montpellier	25%
Lyon	25%
Nice	25%
Lille	20%
Rennes	20%
Nantes	20%
Marseille	20%
Bordeaux	15%
Strasbourg	15%

► La fiscalité indirecte et autres taxes locales

La fiscalité indirecte et les autres taxes locales s'établissent au BP 2015 à **43,5 M€**, en baisse de 6% par rapport au BP 2014 (- 2,8 M€). Cette diminution est principalement due à une inscription de 2,2 M€ réalisée en 2014, correspondant à des remboursements de fiscalité par Toulouse métropole, qui n'a plus lieu d'être en 2015. L'intercommunalité assumant directement ces charges, le remboursement à la Ville

de Toulouse n'est plus nécessaire. Ce point est neutre budgétairement, car contrebalancé par une diminution équivalente des dépenses fiscales (cf ; infra).

Par ailleurs, la recette attendue au titre de la taxe forfaitaire sur la cession de terrains devenus constructibles est ajustée à la baisse, au regard de son rendement qui s'est nettement réduit (35 k€ prévus en 2015 contre 600 k€ inscrits au BP 2014).

³ Les seules évolutions pour 2015 concernent les villes de Strasbourg (abattement général à base ramené de 21 % à 15 %) et de Nice (abattement général à base ramené de 15 % à 10 %).

Outre ces points, la prévision de 43,5 M€ se décline de la manière suivante :

- les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), principal produit de la fiscalité indirecte, sont attendus à **19 M€** comme en 2014. Cette prévision est en phase avec les tendances constatées les années passées ;
- la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE), instaurée en septembre 2011 en substitution de la taxe locale d'électricité. Son produit en 2015 est estimé à **8,4 M€**, en progression de 264 k€ par rapport à 2014 ;
- le prélèvement sur les produits des jeux dans les casinos attendu en stabilité par rapport à l'année écoulée (**5,36 M€**) ;
- les droits de stationnement, dont le produit prévisionnel

est de **4,4 M€** contre 5,5 M€ en 2014. Cet ajustement correspond à une mise à niveau par rapport à la réalité des recettes constatées en 2014, l'inscription du budget primitif ayant été surestimée ;

- la taxe de séjour, attendue à hauteur de **2,3 M€**, contre 1,8 M€ en 2014, cette progression résultant des nouveaux tarifs adoptés en janvier 2015. Son produit est intégralement reversé à l'Office du tourisme, cette progression est neutre budgétairement car compensée en dépenses (cf : infra) ;
- la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), instaurée nationalement depuis 2009 et dont le produit attendu pour 2015 est de **1,75 M€** contre 1,43 M€ l'année précédente.

■ LA FISCALITÉ REVERSÉE PAR LA MÉTROPOLE

La fiscalité reversée par la Communauté urbaine, intégrant l'attribution de compensation (AC) et la dotation de solidarité communautaire (DSC), s'établit au BP 2015 à **177 M€** contre 161,4 M€ en 2014 (+ 16 M€ soit + 10%). Cette évolution est le fait de l'augmentation de la DSC, conformément à la prospective financière de Toulouse Métropole (6,6 M€ en 2015 contre 5,8 M€ en 2014) et des ajustements apportés

à l'attribution de compensation, principalement la fin de la contribution de la Ville de Toulouse au SMTC, qui représentait 15 M€ au BP 2014. Il est à noter que cette participation a été ramenée à 8 M€ lors de la dernière décision modificative de l'année 2014, cette diminution de 7 M€ ayant permis de compenser une recette exceptionnelle prévue au BP 2014 sans aucun fondement juridique.

■ LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Avec **136,7 M€**, c'est le troisième poste des recettes de fonctionnement, en baisse de 6 % par rapport au BP 2013 (- 8,7

M€). Cette évolution est le résultat de deux évolutions opposées, décrites ci-dessous.

► L'évolution des concours financiers de l'État (- 11,2 M€ / BP 2014)

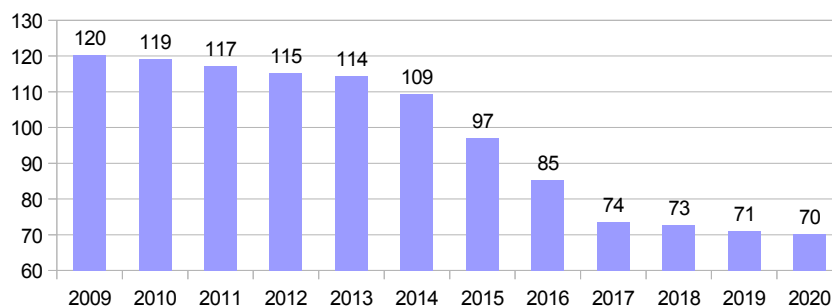
Les montants évoqués au moment du débat d'orientations budgétaires restent d'actualité, les notifications officielles n'étant pas intervenues à ce jour. La participation des collectivités territoriales au redressement des finances publiques nationales (effort de 3,7 milliards d'euros en 2015) et le renforcement des dispositifs de péréquation auront un impact majeur sur les finances de la Ville de Toulouse.

Les concours de l'État sont attendus en 2015 à **97,6 M€** contre 109,5 M€ notifiés en 2014, soit **11% de moins (- 11,8 M€)**. Les différentes composantes des concours financiers de l'État sont anticipées aux niveaux suivants, étant précisé que les allocations compensatrices de fiscalité locale ont été notifiées :

	Notification 2014 (M€)	BP 2015 (M€)	Evolution en M€	Evolution en %
Dotation globale de fonctionnement - Part forfaitaire	87,1	76,1	-11,1	-13%
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale	5,3	5,3	0,0	0%
Dotation nationale de péréquation	4,5	4,0	-0,4	-10%
Sous-total dotation globale de fonctionnement	96,8	85,3	-11,5	-12%
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCS-TP)	2,8	1,8	-0,9	-34%
État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	1,4	1,0	-0,4	-29%
État - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	8,5	9,5	1,0	12%
Sous-total des allocations compensatrices de fiscalité locale	12,6	12,3	-0,3	-3%
Total concours financiers de l'État	109,5	97,6	-11,8	-11%

Pour rappel, l'impact de la baisse des concours financiers de l'État pour la Ville de Toulouse va être d'une ampleur sans précédent, comme illustré dans le graphique ci-dessous.

Évolution des concours financiers de l'État (dotations et allocations compensatrices) en M€



► Les autres participations reçues (+ 2,5 M€ / BP 2014)

Les autres participations reçues par la ville de Toulouse représentent **39 M€** au BP 2015 contre 36,6 M€ au BP 2014, en progression de 2,5 M€ (+ 6,8%). Les efforts de la ville en matière d'accueil des jeunes (activités périscolaires et extrascolaires) et de développement de l'offre petite enfance se trouvent relayés par l'accompagnement financier de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), qui progresse de 4 M€ (de 26 M€ à 30 M€). En outre, figurent au titre des partici-

pations reçues de l'État la dotation générale de décentralisation (2 M€), le fonds de soutien aux communes pour la réforme des rythmes scolaires (1,5 M€) et la prise en charge d'une partie des charges salariales des emplois d'avenir (1,25 M€). Il est à signaler que les participations attendues au titre des partenariats internationaux sont ramenées à un niveau plus en phase avec la réalité des recettes constatées (88 k€ contre 925 k€ prévus au BP 2014).

■ LES AUTRES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Les autres recettes de fonctionnement prévues au BP 2015 s'affichent en diminution de 8 % par rapport à leur inscription du BP 2014 : **54 M€** contre 59 M€, comme détaillé ci-dessous.

	BP 2014	BP 2015	Evolution en M€	Evolution en %
Atténuations de charges	1,4	1,3	-0,1	-7%
Produits des services, du domaine et ventes diverses	38,8	41,9	3,1	8%
Autres produits de gestion courante	6,1	5,4	-0,7	-12%
Produits financiers	0,02	0,02	0,0	0%
Produits exceptionnels	12,6	5,8	-6,9	-54%
Total autres produits de fonctionnement	59	54	-4,6	-8%

Les évolutions les plus significatives concernent :

- les autres produits de gestion courante (chapitre 75), connaissent une baisse de 700 k€ (- 12%) du fait, notamment, d'un ajustement des revenus tirés des immeubles par rapport à la réalité des recettes constatées.
- les produits exceptionnels (chapitre 77) sont en nette réduction du fait que figurait, au BP 2014, une recette de 7 M€ attendue de la résolution d'un litige, pour laquelle aucune base juridique n'existait ;
- les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70) connaissent, entre les BP 2014 et 2015, une

augmentation de 3,1 M€. Cette évolution découle, pour les 2/3, de la refonte de la politique tarifaire selon les principes énoncés au moment du débat d'orientations budgétaires et précisés dans une délibération présentée lors de ce conseil municipal d'adoption du BP 2015 : une progressivité des tarifs tenant compte de la capacité contributive de l'ensemble des familles, une mise en perspective systématique du coût de revient du service et de la part mise à la charge de l'utilisateur, un rapprochement des tarifs pratiqués dans les autres grandes villes lorsque ceux de la Ville de Toulouse sont particulièrement bas. Sont notam-

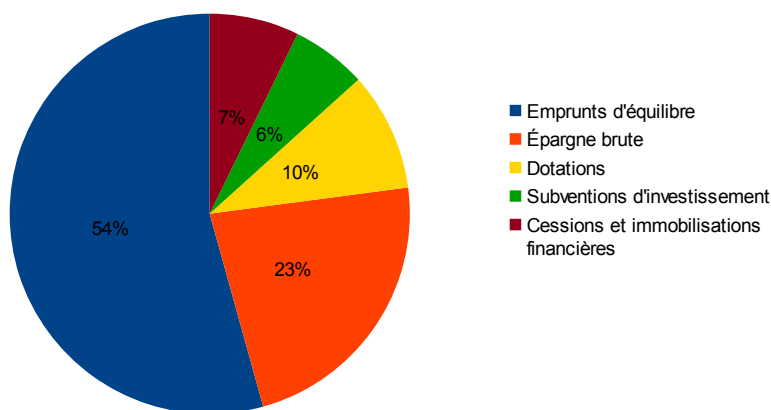
ment concernés les tarifs de la restauration scolaire (mise en place d'un tarif plancher de 1 € ; augmentation du tarif plafond, pour 1 enfant, de 3,87 € à 6,60 € ; augmentation du nombre de tranches tarifaires pour une meilleure progressivité) et ceux des activités périscolaires (alignement

sur les mêmes tranches tarifaires que celle de la restauration scolaire ; pour 1 enfant fréquentant le CLAE matin et soir, augmentation du tarif plancher de 31 € / an à 50 € / an et du tarif plafond de 101 € / an à 400 € / an).

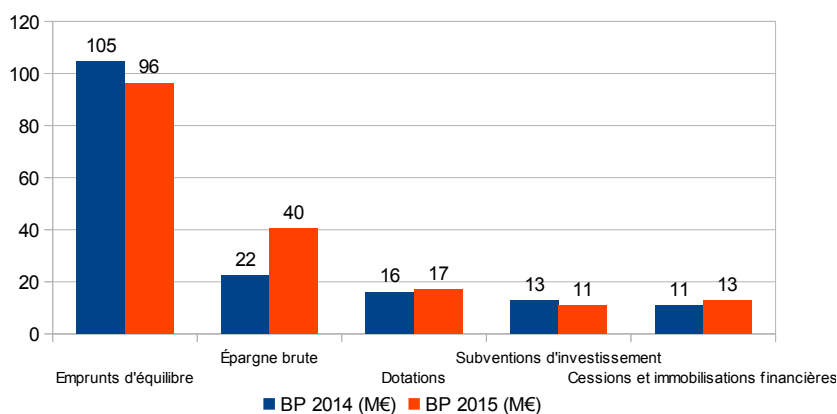
B/ Les recettes d'investissement

Hors emprunt d'équilibre et hors autofinancement, les recettes d'investissement s'établissent à **41 M€** en 2015, soit sensiblement le même montant qu'au BP 2014.

Répartition des recettes d'investissement au BP 2015



Evolution des recettes d'investissement entre BP 2014 et BP 2015



■ LES DOTATIONS ET LA FISCALITÉ

Le fond de compensation de la TVA est prévu à hauteur de **17 M€** contre 16 M€ au BP 2014, en lien avec le niveau élevé des investissements de la Ville et en cohérence avec les montants constatés aux précédents comptes administratifs.

■ LES SUBVENTIONS REÇUES

Les subventions d'investissement à recevoir prévues dans le présent budget sont, d'une part, celles pour lesquelles une promesse de subvention existe et, d'autre part, celles qui sont inscrites dans la convention territoriale avec la Région ou dans le cadre des convention ANRU. Les subventions ainsi inscrites au BP 2015 représentent **10,8 M€** contre 11,5 M€ en 2014. Les principales concernent les travaux de

rénovation du Stadium (participations de Toulouse Métropole, du Département de la Haute-Garonne et de la Région Midi-Pyrénées), l'opération du Quartier des Sciences ainsi que plusieurs opérations soutenues par l'Europe via le FEDER. Cette inscription est prudente au regard du niveau de réalisation 2014 (19,7 M€) et sera ajustée, si besoin, lors des prochaines décisions budgétaires.

■ LES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS

La prévision du BP 2015 s'établit à **10,3 M€**, en progression de 6,2 M€ par rapport à son inscription au BP 2014 (4,1 M€). Sur ce total, la finalisation de l'opération comptable de cession des actions de la SETOMIP à Toulouse Métropole, consécutivement à la fusion des SEM d'aménagement, représente 3,3 M€. Par ailleurs, plusieurs cessions patrimo-

niales d'ores et déjà planifiées sont comptabilisées. S'agissant du plan de cessions de terrains et de bâtiments municipaux, les inscriptions budgétaires correspondantes seront ajustées au fur et à mesure de la concrétisation des opérations correspondantes.

■ LES AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les autres recettes s'établissent à **2,6 M€** contre 6,8 M€ au BP 2014 et sont exclusivement constituées d'immobilisations financières. Elles correspondent principalement aux remboursements de prêts liés aux divers dispositifs mise en

place par la ville dans le domaine du logement. L'inscription 2014 comportait des recettes exceptionnelles, notamment 3 M€ de remboursement par OPPIDEA d'une avance de trésorerie pour la ZAC Borderouge.

■ L'EMPRUNT D'ÉQUILIBRE

Un emprunt d'équilibre est inscrit à hauteur de **96,4 M€**. Sur ce montant, 9,7 M€ correspondent à une provision pour un remboursement anticipé d'emprunt envisagé pour l'année 2015. Cette provision trouve son pendant en dépenses d'investissement pour un montant équivalent.

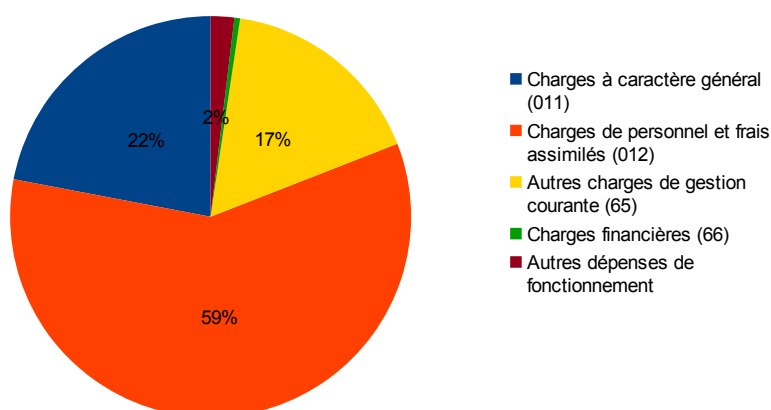
Comme évoqué lors du débat d'orientations budgétaire, la stratégie financière conduite par la municipalité mettra l'accent sur la reconstitution de l'autofinancement et limitera autant que possible le recours effectif à l'emprunt. Ce dernier sera, en tout état de cause, ciblé sur les projets d'envergure de la collectivité dans les champs éducatifs, sportifs ou culturels.

2 LES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL

A / Les dépenses de fonctionnement

La répartition des dépenses de fonctionnement marque, comme l'année précédente, une prépondérance des dépenses de personnel (59% des dépenses de fonctionnement).

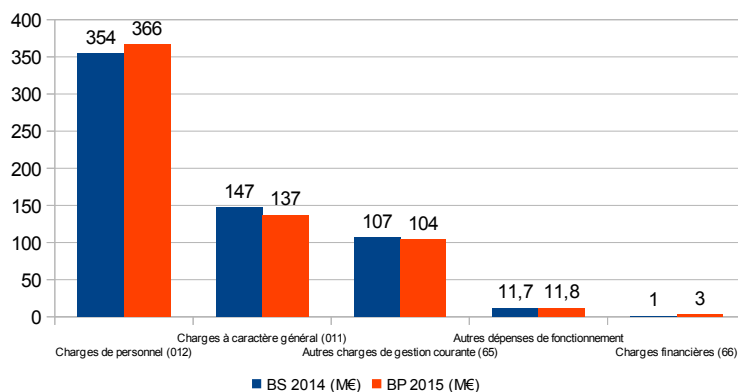
Répartition des dépenses de fonctionnement au BP 2015



Au global, les dépenses de fonctionnement s'établissent au BP 2014 à **622 M€** contre 606 M€ au BP 2013, soit une progression de 2,7% (+ 16 M€). Pour les raisons détaillées précédemment, la comparaison du BP 2015 par rapport au budget supplémentaire 2014 est la seule pertinente : les dépenses de fonctionnement inscrites en 2015 sont, en réalisé,

quasi stables par rapport au BS 2014 (+ 1,6 M€ soit + 0,3%). **Hors frais financiers, les dépenses de fonctionnement s'établissent à 619 M€ et sont en baisse de 0,5 M€ (soit - 0,1%) par rapport à l'exercice 2014.** Le graphique ci-dessous détaille l'évolution des différents types de dépenses.

Evolution des dépenses de fonctionnement entre le BS 2014 et le BP 2015



■ LES CHARGES DE PERSONNEL

Les dépenses de personnel et frais assimilés (chapitre 012) s'élèvent au BP 2015 à **366 M€**, en évolution de + 6,3% par rapport au BP 2014 (345 M€) mais de seulement + **3,5%** (+ **12 M€**) par rapport aux crédits inscrits au BS 2014 (354 M€). La progression de la masse salariale est en nette décélération par rapport à l'évolution constatée entre les années 2013 et 2014 (+ 18,2 M€, soit + 5,6%) et entre les années 2012 et 2013 (+ 15,4 M€ soit + 4,9%), notamment du fait du plan d'économies initié par la nouvelle Municipalité en avril 2014 et donnant plein effet en 2015, ainsi que des premières mesures de réorganisation de services.

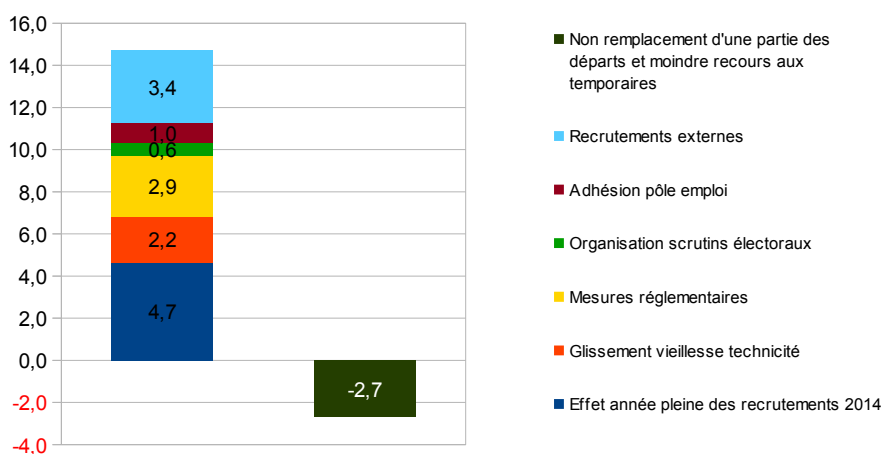
La progression de la masse salariale entre le BS 2014 et le BP 2015 résulte des facteurs suivants :

- + **10,4 M€** d'effets contraints tels que l'effet année pleine de l'évolution des effectifs en 2014 (+ 4,7 M€), le glissement

vieillesse technicité (+ 2,2 M€), des mesures réglementaires comme les revalorisations statutaires des agents de catégorie C et les hausses de cotisations patronales (+ 2,9 M€), l'organisation de 2 scrutins électoraux à deux tours (+ 610 k€) ;

- + **950 k€** pour l'adhésion à Pôle Emploi mi 2015, dans le cadre de l'évolution du régime d'assurance chômage de la collectivité ;
- + **3,4 M€** de recrutements externes concernant les politiques prioritaires (police municipale, petite enfance, éducation) contrebalancés par des économies liées au non remplacement d'une partie des départs (- **2,5 M€**) et aux efforts de gestion devant permettre de réduire le recours aux agents non permanents et saisonniers (- **200 k€**).

Ces différents facteurs d'évolution de la masse salariale sont repris dans le graphique ci-dessous (données en M€).



■ LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Les charges à caractère général (chapitre 011) s'élèvent au BP 2015 à **137 M€** contre 147 M€ au BS 2014, soit 6,8% de moins (- 10 M€). Les principaux postes d'évolution et économies sont les suivants :

- - 1 M€ du fait de l'évolution du régime fiscal du dispositif VélôToulouse, activité pour laquelle la collectivité a opté pour un assujettissement à la TVA en 2014 ;
- - 2 M€ du fait des taxes foncières que la Ville de Toulouse, en définitive, n'aura pas à prendre en charge pour le compte de la Métropole (diminution neutre budgétaire car contrebalancée par une diminution de recettes équivalente, le remboursement n'ayant plus lieu d'être)
- - 1,6 M€ sur les dépenses consacrées à l'éducation, dans un contexte de hausse continue des effectifs (1013 élèves supplémentaires à la rentrée scolaire 2014 / 2015 soit + 3,2%). Les mesures suivantes ont, notamment, été mises en oeuvre : ajustement des dotations⁴ de fonctionnement et de transport allouées par élève aux écoles, réorganisation des parcours éducatifs, mutualisation des matériels entre les activités éducatives et périscolaires, économies

dans l'usage des produits d'entretien pour le nettoyage des écoles, optimisation des prestations d'animation des CLAE élémentaires publics et privés.

- - 529 k€ sur les activités extrascolaires, par une optimisation des dépenses et de l'organisation des prestations (accueils de loisirs, séjours vacances), sans réduction du niveau d'activité proposé.
- - 928 k€ sur le budget de la communication externe, avec des mesures d'économies réparties sur l'ensemble des lignes de dépenses, notamment sur les annonces et insertions, les événements organisés ou soutenus par la Ville de Toulouse et la communication institutionnelle.
- - 749 k€ sur l'entretien et les réparations des bâtiments (fournitures, contrats de prestations, frais de déménagement...) et - 132 k€ sur la gestion du patrimoine immobilier municipal (frais de locations).
- - 325 k€ avec des mesures d'économies sur l'entretien des jardins et espaces verts.
- - 221 k€ en optimisant les frais d'assurance et de contentieux.

■ LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (CHAPITRE 65)

Les subventions et participations (chapitre 65 – autres charges de gestion courante) s'élèvent au BP 2015 à **104 M€**

contre 107 M€ au BS 2014, en baisse de 2,8% (- **2,9 M€**). Les principales participations sont détaillées ci-dessous :

	BS 2014 (M€)	BP 2015 (M€)	Evolution en M€	Evolution en %
Centre communal d'action sociale (CCAS)	16,2	16,8	0,6	3,7%
Théâtre et Orchestre du Capitole	22,1	20,6	-1,5	-6,7%
Régie des Théâtres	1,6	1,6	0,0	0,0%
EPCC Beaux Arts - ISDAT	4,6	4,4	-0,2	-5,0%
Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Toulouse (COSAT)	3,5	3,5	0,02	0,5%
Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes droit privé	45,3	44,4	-1,0	-2,1%
Autres charges de gestion courante	13,6	12,7	-0,9	-6,6%
Total	106,9	103,9	-2,9	-2,8%

S'agissant du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), la progression de 3,7% correspond principalement à l'impact de la revalorisation réglementaire des agents de catégorie C et des puéricultrices territoriales. Pour ce qui est du Théâtre et Orchestre du Capitole, la réduction de 1,5 M€ de la subvention municipale à ce budget annexe est permise par une programmation adaptée et par des mesures d'économies internes.

Enfin, s'agissant des subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes droit privé, les baisses principales concernent les champs de la culture (- 0,6 M€), du développement social (- 0,4 M€), du sport (- 0,3 M€) et de l'extrascolaire (- 0,15 M€). Le secteur de la petite enfance est en progression (+ 0,56 M€) du fait de l'importance accordée à la gestion associative de ces équipements.

■ LES CHARGES FINANCIÈRES

Elles représentent **3 M€** au BP 2015 contre 850 k€ au BS 2014, cette augmentation résultant de la progression de l'encours de dette initiée en 2013 et qui s'est poursuivie en 2014, comme cela avait été détaillé dans le rapport d'orientations budgétaires. Est également intégrée une provision pour les indemnités dues, le cas échéant, en cas de remboursement anticipé d'emprunts.

⁴ Avec 67,5 € / élève pour les écoles en réseau d'éducation prioritaire (REP) et 65,5 € / élève pour les écoles hors REP, les montants alloués par la Ville de Toulouse restent nettement supérieurs à ceux de la moyenne des grandes villes.

■ LES AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

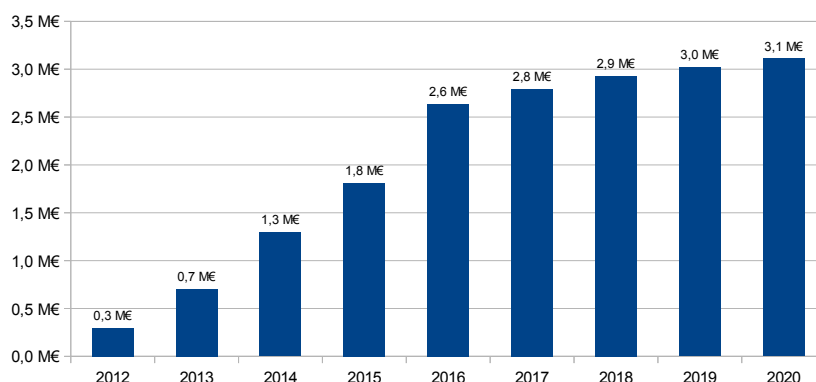
Les autres dépenses représentent 11,8 M€, à un niveau proche de celui du BS 2014 (11,7 M€). Les principales concernent :

- la subvention d'équilibre à la Cité de l'Espace (pour 4,6 M€ contre 5 M€ en 2014, économies ayant été demandées à l'opérateur en charge de la gestion de cet équipement),
- le reversement à l'Office de Tourisme du produit de la taxe de séjour (pour 2,3 M€ contre 1,9 M€ en au BS 2014),
- les subventions exceptionnelles (pour 1,4 M€) ;
- les frais de fonctionnement des groupes d'élus (476 k€ contre 493 k€ au BS 2014) ;
- la contribution de la ville de Toulouse au titre du fonds na-

tional de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), pour 1,8 M€ (cf. *infra*)

Le FPIC constitue, sur le plan comptable, une charge pour la collectivité dans la mesure où la ville est contributrice. Toutefois, ce dispositif s'assimile, dans ses modalités d'application, aux dotations de péréquation de l'État, réparties en fonction des niveaux de ressources des collectivités. Pour la ville de Toulouse, le FPIC représentera, en 2015, une charge estimée à **1,8 M€**, soit 500 k€ de plus qu'en 2014 et continuera à progresser les années suivantes, comme illustré ci-dessous.

Evolution de la contribution de Toulouse au FPIC



B/ Les dépenses d'investissement

Les crédits d'investissement s'établissent à **177 M€** dans le budget 2015, contre 167 M€ au BP 2014. Hors remboursements d'emprunt capital, totalisant 15 M€, et hors opé-

rations patrimoniales⁵, représentant 2 M€, **les dépenses d'investissement s'établissent à 160 M€**, en baisse de 3,3% par au BP 2014.

	BS 2014 (M€)	BP 2015 (M€)	Evolution en M€	Evolution en %
Emprunts et dettes assimilées	1	15	14	1941,4%
Immobilisations incorporelles	7	7	0	1,7%
Subventions d'équipement versées	8	8	0	1,9%
Immobilisations corporelles et en cours	149	144	-5	-3,6%
Autres immobilisations financières	3	2	-1	-19,8%
Opérations patrimoniales	0	2	2	non significatif
Total général	167	177	10,9	6,5%
Total général hors remboursements d'emprunt en capital et hors opérations patrimoniales	166	160	-5,6	-3,3%

⁵ Mouvements comptables induits par l'opération de fusion / absorption des SEM d'aménagement, neutre budgétairement car compensée en cessions d'immobilisations.

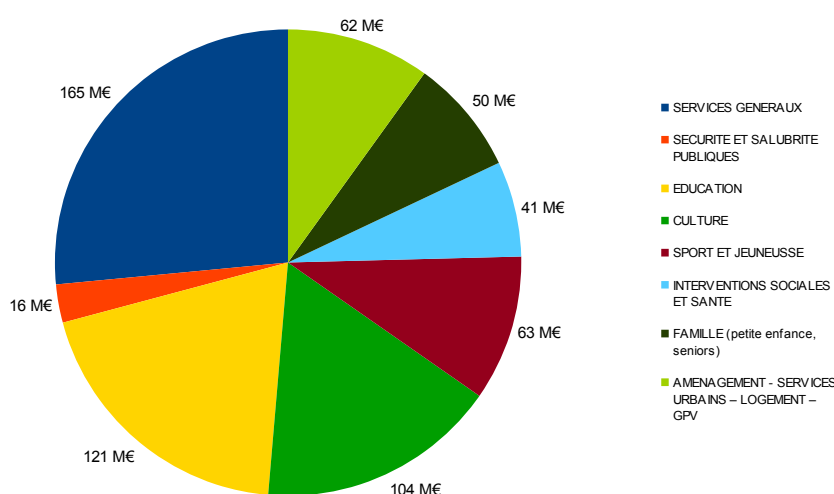
La présentation du budget par politique publique

La suite du présent rapport va permettre de décliner, par grande politique publique et par secteur d'intervention, le contexte d'élaboration du budget 2015, les priorités, les

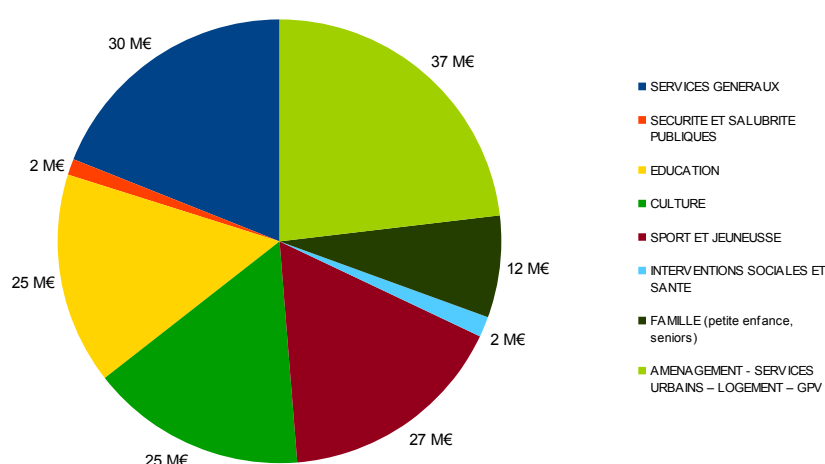
chiffres clés et les principaux projets d'investissement. Les **799 M€** de dépenses que totalise le budget 2015 se répartissent de la manière suivante :

■ LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (622 M€)

Une fois les dépenses de personnel reventilées, les différentes politiques publiques portées par le budget municipal se déclinent comme illustré ci-dessous (en dépenses de fonctionnement).



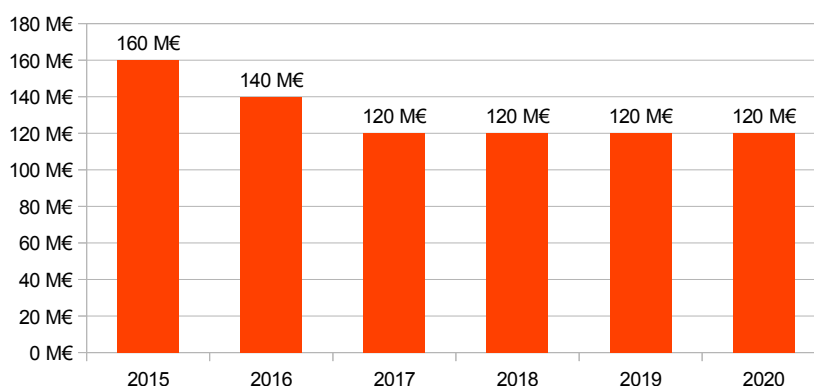
■ LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (160 M€ AUXQUELS S'AJOUTENT 15 M€ DE REMBOURSEMENT D'EMPRUNT EN CAPITAL ET 2 M€ D'OPÉRATIONS PATRIMONIALES)



Le budget primitif 2015 s'inscrit dans une stratégie pluriannuelle d'investissement définie dans le cadre de la prospective financière et représente, d'ici à 2020, une programmation de l'ordre de **780 M€**⁶.

⁶ Les réalisations en investissement ont représenté, de 2009 à 2014, **833 M€**. Ce total comprend des acquisitions foncières et immobilières réalisées en 2009 pour un montant exceptionnel de 55 M€ (Cartoucherie, Bordeblanche, Lespinet, construction de logements sociaux).

Programmation pluriannuelle des investissements 2015 - 2020 (chiffres BP)



La période 2015 – 2016 est portée par des opérations d'envergure en cours d'achèvement (rénovation du Stadium, réalisation du Quartier des Sciences, travaux portant sur les digues et vannes de la Garonne) ou de commencement (rénovation du stade Arnauné, parking Victor Hugo, Espace Mémoire Montaudran, études de l'auditorium St Michel, déploiement de la vidéosurveillance). Les opérations d'ores et déjà programmées représentent notamment :

- **166 M€** pour l'éducation (création de nouveaux groupes scolaires, extension et réhabilitation de bâtiments existants, maintenance du bâti scolaire, plan de résorption des modulaires...);
- **87 M€** sur le cadre de vie (opérations d'aménagement, aménagements de prévention des inondations, espaces verts, éclairage public...);
- **68 M€** pour les équipements sportifs (stades, piscines et terrains...);
- **53 M€** pour les équipements culturels (musées, équipements d'exposition et de diffusion...);
- **32 M€** pour les opérations spécifiques aux territoires du Grand Projet de Ville ou du nouveau contrat de ville ;
- **30 M€** pour la e-administration ;
- **19 M€** pour les équipements petite enfance ;
- **7,5 M€** pour la sécurité.

La délibération que le présent rapport accompagne détaille les autorisations de programme (AP) mises en place dans le cadre de ce budget primitif 2015, qui figurent également dans l'annexe budgétaire dédiée. Ces nouvelles AP sont les suivantes :

- «Cartoucherie - Création groupe scolaire et équipement petite enfance» pour 16 M€ ;
- «Espace Mémoire Montaudran» pour 9,6 M€ ;
- «Plan de déploiement de la vidéosurveillance» pour 7,5 M€ ;
- «Plan de résorption des bâtiments modulaires dans les écoles» pour 5,75 M€ ;
- «Plan numérique dans les écoles» pour 2,75 M€ ;
- «Groupe scolaire Bénézet - Réhabilitation» pour 2 M€ ;
- «Maternelle Jules Julien - Réhabilitation» pour 1,3 M€ ;
- «Marché Victor Hugo - Réhabilitation» pour 5 M€ ;
- «Eglise de la Daurade - Restauration» pour 1,95 M€.

Toulouse ville créative

P.26 Attractivité et rayonnement

P.27 Soutien aux acteurs locaux

P.28 Lecture publique

P.29 Patrimoine et musées

P.30 Musique et spectacle vivant

P.31 Culture Scientifique et Technique

P.32 Théâtre et Orchestre du Capitole

P.33 Communication externe

Chiffres clés

24 projets associatifs soutenus

BUDGET 2015

Masse salariale 2014:

0,1 M€

Dépenses de fonctionnement :

559 K€

Recettes de fonctionnement :

116,3 K€

Le contexte

L'attractivité et le rayonnement du territoire toulousain se déclinent par les interventions conjointes de la ville de Toulouse et de la Métropole. Plusieurs objectifs ont été définis :

- renforcer l'influence de Toulouse en Europe et à l'International : prendre des parts accrues dans les programmes européens (enjeux plusieurs dizaines de millions d'euros) ;
- construire une culture européenne et internationale partagée avec les acteurs économiques et les habitants de la Métropole toulousaine;
- renforcer les liens avec les différents partenaires : l'Agence de développement économique (I2T), SO Toulouse, la CCIT, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le CHU, l'AUAT, l'Université Fédérale Toulouse-Midi-Pyrénées et le Conseil Régional pour mutualiser et rendre plus performantes les actions.

Les objectifs pour l'année 2015

VOLET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Des accords à fort rayonnement avec Atlanta, Hanoi, Tel Aviv, Kiev, Renforcer l'orientation économique avec les villes jumelées et partenaires et étendre les partenariats avec l'appui des programmes de coopération de l'Etat et de l'Union européenne.
- Revisiter nos actions de solidarité avec d'autres collectivités et institutions et préparer un Plan d'action en réaction aux sollicitations de crises,
- Renforcer nos actions sur la Mémoire (Villes de l'Aéropostale en lien avec TMA)
- Valoriser la ville de Toulouse et sa Métropole lors des grands rendez-vous : visite d'Etat ; grands événements (COP 21, ...), l'Aéropostale, Anniversaires (40 ans de jumelage avec Atlanta et Kiev)
- Visibilité accrue au sein des réseaux internationaux : Cités Unies, CGLU, le réseau des villes de l'Aéropostale, le réseau régional de la solidarité Midi Pyrénées Coop'Dev (organisation de l'Agora de la Solidarité Internationale sous la bannière de Toulouse Métropole).

VOLET EUROPÉEN

- Programmation des fonds structurels FEDER et FSE : finalisation du Projet Urbain Intégré pour 2007-2013 et rôle accru de Toulouse avec la nouvelle autorité de gestion (Conseil Régional) dans la programmation 2014-2020 en lien avec le Contrat régional Unique : CPER, Contrat de Ville, ...
- Autres budgets européens (H2020, Life, Europe Créative, Erasmus+, ...): information, sensibilisation et appui en terme d'ingénierie des services et des acteurs de TM pour une participation à des projets sur des domaines : innovation (Smart City), mobilité, cohésion sociale, déchet, énergie, culture, développement durable, jeunesse,...
- Participation renforcée aux réseaux européens comme Eurocités, AFCCRE, Energycities, Xarxa...
- Suivi et renforcement des échanges à orientation économique avec les villes jumelées et partenaires : Bologne, Düsseldorf, Saragosse, Barcelone, Elche, Oslo... et organisation de temps forts citoyens (Semaine franco-allemande, Semaine de l'Europe).
- Actions coordonnées pour inscrire la ville de Toulouse dans les priorités européennes (Plan Juncker, ...)

SOUTIEN AUX ACTEURS LOCAUX

Chiffres clés

794 demandes de subventions culturelles instruites

311 structures culturelles subventionnées en 2014, dont 67 conventionnées

118 sites ou locaux municipaux mis à disposition d'associations ou structures culturelles

77 parcours culturels 2014-2015 « Passeports pour l'art »

27 aides accordées aux projets internationaux

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
2,8 M€

Dépenses de fonctionnement :
11,2 M€ dont **10,7 M€** de subventions

Recettes de investissement :
0,16 M€

Le contexte

La culture – entendue dans son double sens de disciplines artistiques et de connaissances – est l'âme et le moteur d'une ville inventive, ouverte, rayonnante et solidaire. Elle est le trait d'union entre l'histoire et l'avenir de Toulouse. La Ville met en œuvre une politique culturelle qui contribue au développement économique autant que social de la citée. Pour la réalisation de projets artistiques, elle soutient un tissu associatif culturel dense et pluridisciplinaire. Elle favorise les projets de territoires, les dispositifs d'expérimentation et d'innovation culturelle, l'éducation artistique, la diversification des publics, le rayonnement international des opérateurs culturels locaux, tout en garantissant l'accès du plus grand nombre à la culture.

Les objectifs pour l'année 2015

AFFIRMATION DU SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT AUX ADAPTATIONS

Dans le contexte inédit de baisse des dotations de l'État et de forte contrainte budgétaire qui pèse sur son action, la ville de Toulouse poursuivra son soutien aux acteurs culturels tout en les associant à la maîtrise des dépenses municipales. Elle les conseillera et accompagnera leur adaptation à ce cadre d'intervention plus contraint.

CO-CONSTRUCTION DE L'ACTION CULTURELLE

Après évaluation, 2015 sera une année de renouvellement des conventionnements d'objectifs et des de moyens avec les structures et associations partenaires. Les ressources affectées tiendront compte de la nécessaire maîtrise des dépenses.

Chiffres clés

74 189 usagers (dont 90 % de Toulousains) inscrits dans :

21 bibliothèques et médiathèques,
1 bibliothèque nomade

2 millions d'entrées dans les bibliothèques en 2013

3,4 millions de prêts d'ouvrages

372 000 sessions ouvertes à partir des 340 postes informatiques mis à disposition du public

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

16,8 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

1,15 M€

Dépenses en investissement :

2,1 M€

Recettes de fonctionnement :

0,38 M€

Le contexte

Service culturel du quotidien, la Bibliothèque de Toulouse développe et simplifie les voies d'accès à la culture, à l'information, à la formation et aux loisirs pour le plus grand nombre. Elle s'appuie sur son réseau de 22 établissements, sur les partenariats avec les grandes institutions culturelles de la ville, sur ses collections et sur les services numériques, accessibles au sein des bibliothèques ou depuis chez soi.

Les objectifs pour l'année 2015

POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL

La simplification des procédures, l'aménagement d'espaces confortables pour l'usager, et la diversification des services proposés (introduction du wi-fi, développement des fonctionnalités disponibles sur les postes informatiques mis à disposition du public...) seront privilégiés.

POURSUITE DE LA MISE À DISPOSITION DE RESSOURCES NUMÉRIQUES

Accessibles depuis chez soi, les ressources numériques favorisent l'auto-formation (code de la route, apprentissage de langues étrangères ou informatiques) et l'information (presse nationale et internationale). Elles limitent également les coûts de fonctionnement.

Chiffres clés

5 Musées municipaux (+ Muséum)

1 Centre d'archives municipales

1 Atelier de restauration statuaire

1 Syndicat mixte Les Abattoirs

50 monuments historiques appartenant à la Ville

215 000 visiteurs dans les musées en 2013 (hors Muséum)

300 000 visiteurs par an à la basilique Saint-Sernin

300 000 visiteurs par an dans l'église des Jacobins

120 000 visiteurs aux Abattoirs en 2013

16 679 cartes MuséeLibre délivrées (4 mois)

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

12 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

1,6 M€

Recettes de fonctionnement :

0,7 M€

Dépenses d'investissement :

4,7 M€ dont 1 M€ pour le Musée des Augustins et 1,2 M€ pour l'ensemble des Jacobins

Le contexte

La richesse toulousaine du patrimoine bâti, des collections de ses musées et de ses archives renforce l'identité et l'attractivité de la ville. De magnifiques expositions, dont Benjamin-Constant et l'orientalisme aux Augustins, et L'empire de la couleur à Saint-Raymond, ont dynamisé la fréquentation des musées en 2014. Depuis septembre, la carte MuséeLibre permet aux Toulousains de visiter gratuitement les collections permanentes des musées municipaux.

Les objectifs pour l'année 2015

CANDIDATURE « PATRIMOINE MONDIAL UNESCO 2024 »

Toulouse compte déjà sur son sol deux biens interrégionaux inscrits au patrimoine mondial : le Canal du midi et deux composantes des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle (Basilique Saint-Sernin et Hôtel-Dieu Saint-Jacques). Pour accroître la fierté des Toulousains à l'égard de leur histoire et affirmer la richesse patrimoniale de Toulouse à l'international, la Ville se portera candidate à une inscription à l'UNESCO d'un bien ou d'un ensemble de biens. Elle se donne 2024 comme horizon.

VALORISATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La candidature UNESCO fait partie d'un projet plus vaste de valorisation patrimoniale, notamment du centre ancien. En 2015, le chantier du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé sera repris, en lien avec les services de l'État.

ÉVÉNEMENTS PHARES

Du 21 novembre 2015 au 28 février 2016, le Musée des Augustins consacrera une exposition dédiée aux « Figures de fantaisie dans l'art européen du XVIème au XVIIIème siècle » ; elle réunira 70 tableaux de grands maîtres (Carrache, Hals, Murillo, Van Dyck, Fragonard, Greuze...).

Du 10 septembre 2015 au 10 janvier 2016, les Archives municipales proposeront la grande exposition « Toulouse en vue(s), 1515-2015 » qui présentera l'évolution des techniques de cartographie, ses enjeux, et l'ensemble des cartes historiques de Toulouse.

PUBLICS RENOUVELÉS

L'objectif de croiser les arts et les publics sera poursuivi en particulier au cours d'une Nuit des musées innovante. Les dispositifs de médiation seront renforcés, notamment envers les publics en situation de handicap. Les multiples activités culturelles seront reconduites en amplifiant les affinités entre lieux et programmation, par des expositions, concerts, performances, projection de films...

DU CAT AU MATOU

Après sa nouvelle dénomination en 2014, le Musée de l'Affiche de Toulouse fait une pause pour réaliser un ambitieux réaménagement : construction de nouveaux espaces d'exposition et d'accueil, création d'une salle d'archives pour les collections, mise en sécurité des locaux. En 2016, il accueillera à nouveau un public fidèle et passionné.

MUSIQUE ET SPECTACLE VIVANT

Chiffres clés

1 Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR)

2 000 élèves inscrits en enseignement artistique

1 600 scolaires bénéficiant d'une éducation musicale

133 000 spectateurs à Rio Loco

20 000 spectateurs à Toulouse d'été

30 000 spectateurs au Metronum

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

10,6 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

3,2 M€

Recettes de fonctionnement :

1,4 M€

Dépenses d'investissement :

2,3 M€ dont **500 K€** pour les études de l'Étoile de la Musique (ex-prison St-Michel) et

1,3 M€ pour les ateliers de décors du Théâtre du Capitole

Le contexte

Depuis de nombreuses années, la Ville de Toulouse place la formation, la création, la production et la diffusion en faveur de toutes les musiques au cœur de sa politique culturelle.

Le Metronum, nouvelle scène des musiques actuelles, a ouvert ses portes le 31 janvier 2014. Cette première saison est satisfaisante avec plus de 30 000 spectateurs pour 86 concerts et une implantation réussie dans le quartier de Borderouge. Le Metronum est aussi un centre de ressources pour toute la filière regroupant acteurs culturels, studios de répétition, Music Box, et bureaux.

Les objectifs pour l'année 2015

UN CONSERVATOIRE QUI RAYONNE

Tout en maintenant son niveau d'excellence, le CRR va élargir l'offre d'accès à l'enseignement artistique en diversifiant les modes d'admission et les modalités d'inscription, et en étendant ses dispositifs sur le territoire de la ville. L'accès à la culture sera renforcé par la recherche de nouveaux lieux de diffusion pour les manifestations proposées par les élèves et les étudiants du CRR.

GARONNE ! - RIO LOCO ! 20 ANS DE FESTIVAL

Du 16 au 21 juin 2015, le festival Rio Loco fêtera ses 20 ans autour de la mémoire liée aux années «Fleuve» et racontera une histoire en 4 étapes : Europa, America, Africa et Occitania. Le festival débutera par une soirée caritative sur invitation, en partenariat avec Hôpital Sourire et la Banque Populaire. Il se poursuivra avec les concerts à la Prairie des Filtres et s'achèvera par des concerts gratuits organisés au Port de la Daurade et au Jardin Raymond VI.

SALLE DE CONCERT DU CHÂTEAU DE LA MOUNÈDE

Située dans le quartier de Basso Cambo, la salle de concert sera livrée. Les travaux de viabilisation des accès et de sécurisation du site seront réalisés en vue de l'ouverture au public.

Chiffres clés

295 000 visiteurs au Muséum

35 associations de culture scientifique et technique subventionnées

6 conventions pluriannuelles

BUDGET 2015

Masse salariale :
5,6 M€

Autres dépenses de fonctionnement :
2,4 M€

Dépenses d'investissement :
12,1 M€ dont **11 M€** pour le Quartier des Sciences et **300 K€** d'études pour l'Espace Mémoire Montaudran

Recettes de fonctionnement :
1,3 M€

Le contexte

2014 a vu la relance du projet dédié aux pionniers de l'aéronautique civile, autour de la piste historique de Montaudran, désormais dénommé « Piste des Géants ».

Le chantier d'aménagement du site du Quai des Savoirs sur les Allées Jules Guesde est poursuivi. L'équipement est confirmé dans sa vocation de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.

Au Muséum, l'exposition « Bébés animaux » remporte un fort succès auprès des petits et grands.

Les objectifs pour l'année 2015

ANNIVERSAIRE DU MUSEUM

- Célébration des 150 ans d'ouverture du Muséum, avec l'exposition « 1865/2015 L'incroyable voyage ! » (octobre)
- Ouverture du Muséum au plus grand nombre et diversification des publics
- Rayonnement accru à l'échelon régional, national et international

LIVRAISON DU QUAI DES SAVOIRS

- Finalisation du projet et construction de la gouvernance de l'équipement, en lien avec les institutions et acteurs locaux de la Culture scientifique, technique et industrielle
- Livraison du chantier à l'été et ouverture en fin d'année 2015 ou début 2016

PISTE DES GEANTS « AERO » (EX MÉMOIRE AÉROPOSTALE)

- Conception du programme muséographique, suivi des études architecturales et de la réalisation du programme culturel et scientifique
- Élaboration du projet avec les familles des pionniers et les partenaires associatifs, en cohérence de site avec les jardins de la ligne (Piste des Géants « Jardins ») et l'implantation confirmée de la Halle aux Machines (Piste des Géants « Machine ») à Montaudran.

Chiffres clés (saison 2013-2014)

Théâtre du Capitole

100 000 personnes accueillies
dont **20 000** à l'occasion de **348**
actions éducatives et culturelles

7 opéras, **5** ballets, **11** récitals
et concerts, **2** expositions

Orchestre national du Capitole

95 000 spectateurs à Toulouse
dont **14 500** au titre des activités
éducatives et culturelles

58 concerts et **46**
représentations lyriques et
chorégraphiques à Toulouse

32 concerts en tournée (Midi-
Pyrénées, Aix-en-Provence,
Philharmonie de Paris,
Espagne, Japon)

BUDGET 2015

Subvention d'équilibre au budget
annexe du Théâtre et Orchestre du
Capitole :

20,58 M€

Budget de fonctionnement du
budget annexe :

36 M€

Budget d'investissement du budget
annexe :

0,4 M€

Le contexte

Établissement inscrit dans l'histoire de Toulouse depuis trois siècles, le Théâtre, avec son ballet, est l'une des grandes maisons d'opéra et de danse en France et en Europe. L'Orchestre symphonique bénéficie depuis 1981 du label d'orchestre National accordé par le Ministère de la Culture. Il joue un rôle majeur dans le rayonnement de la Ville et de la Métropole à l'international.

Ancré sur son territoire et ouvert largement aux publics de la métropole et ceux de Midi-Pyrénées, le Théâtre et l'Orchestre du Capitole s'attachent à élargir et diversifier les publics, à multiplier les partenariats. Ils veillent à la pérennité du patrimoine artistique tout en favorisant la création contemporaine.

Les objectifs pour l'année 2015

- Stabiliser le budget annexe par la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la recherche de ressources propres,
- Consolider les partenariats développés avec les autres institutions culturelles toulousaines,
- Reconstituer l'atelier de construction des décors du Théâtre à Montaudran,
- Obtenir la reconnaissance par l'État de l'excellence du Théâtre, via l'attribution du label «Opéra National»,
- Poursuivre l'ouverture esthétique du Ballet et son inscription dans la ville,
- Poursuivre l'invitation de chefs d'orchestre extérieurs pour développer artistiquement de l'Orchestre et élargir son répertoire,
- Développer la présence audiovisuelle de l'Orchestre dans les médias TV, radio, internet (Medici.tv, Arte web live).

Chiffres clés

Par numéro, **300 000** exemplaires du magazine « à Toulouse » distribués en boîtes aux lettres (8 numéros par an) et 2 millions de visiteurs en 2014 sur le portail web www.toulouse.fr,

Environ **200 000** toulousains ont assisté au 14 juillet, Prairie des Filtres.

1 000 faces sur le réseau d’affichage municipal.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
3,7 M€

Dépenses de fonctionnement :
6,8 M€

Dépenses d’investissement :
0,26 M€

Le contexte

La direction de la communication coordonne et organise l’ensemble des actions de communication de la Mairie de Toulouse (événementiel, manifestations diverses) à destination majoritairement des Toulousains mais aussi ponctuellement d’un public régional, national voir international. Elle est un outil majeur dans l’information des habitants ainsi que dans la valorisation de l’image de la ville de Toulouse, tant au niveau local que national en lien avec son réseau de partenaires de la presse écrite et audiovisuelle.

Les objectifs pour l’année 2015

Pour 2015, la Direction de la communication mettra en œuvre le plan de communication d’ensemble de la collectivité en répondant à trois objectifs principaux :

- en interne : rationaliser, harmoniser et coordonner la communication de l’ensemble des directions de la Ville avec le souci permanent d’une bonne gestion.
- service public : améliorer et développer la qualité de l’information et sa diffusion auprès des habitants
- rayonnement : développer la visibilité de la ville au niveau national et international notamment par l’intermédiaire de la marque territoriale « So Toulouse ».

PROXIMITÉ ET SERVICE PUBLIC

La direction de la communication poursuivra tout au long de l’exercice 2015, les efforts engagés pour améliorer la ligne éditoriale de ses principaux médias, dans un souci de cohérence, cette démarche passera par la définition d’un nouveau modèle éditorial commun aux supports imprimés et digitaux.

Le magazine « à Toulouse » proposera notamment de nouvelles rubriques plus en phase avec les attentes de ses lecteurs. Par ailleurs, en raison du développement des outils numériques d’information et des nouveaux usages auprès du grand public, le site internet toulouse.fr sera réorganisé afin d’offrir de nouveaux e-services et une information mieux hiérarchisée et plus lisible. Les thèmes suivants feront notamment l’objet de campagnes d’information spécifiques auprès du grand public : sécurité, propreté, éducation, petite enfance, offre culturelle, de loisirs et solidarité.

EURO 2016

Dans la perspective de l’accueil en juin 2016 de cet événement européen, Toulouse doit mettre en œuvre, dès 2015, un plan d’actions. Celui-ci visera, d’une part, à informer et mobiliser l’ensemble des habitants de la métropole toulousaine qui seront autant d’ambassadeurs de la promotion de notre ville et, d’autre part, à accompagner en termes de communication cet événement sportif majeur afin de faire profiter notre métropole de retombées économiques et touristiques.

Toulouse ville responsable

PARTIE 1 :

Organisation du territoire communal

P.36 Stationnement

P.37 Droits de place et de voirie

P.38 Cimetières

P.39 Eclairage Public

P.40 Opérations d'aménagement

P.41 Ecologie urbaine et Climat

P.42 Espaces verts

P.43 Gestion des voies d'eau



STATIONNEMENT

Chiffres clés

668 horodateurs

En centre ville : **9 771** places, dont 7 609 payantes sur les 20 quartiers proposant une tarification en faveur des résidents

Hors centre ville :

- Sur les **5** quartiers résident du secteur « ligne G » : **1 756** places payantes avec tarification en faveur des résidents
- 289 places payantes sur les axes commerçants des faubourgs
- 487 places en zone bleue (7 zones bleues)

5 180 abonnés résidents

283 vélostations, **2 600** vélos, 29 000 abonnés un an (dont 20 100 avec la carte pastel)

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
0,8 M€

Autres dépenses en fonctionnement :
7,2 M€

Dépenses en investissement :
0,6 M€

Recettes en fonctionnement :
8,5 M€

Le contexte

Pour accompagner le développement urbain et l'attractivité de la Ville de Toulouse, la municipalité a engagé une politique volontariste pour un meilleur partage de l'espace public.

La gestion du stationnement est, avec le développement des transports en commun et des modes « doux », un des principaux leviers de régulation des déplacements en voiture particulière. Sur les dernières années, le Plan Local de Stationnement a pris une nouvelle dimension : le stationnement réglementé avec tarification en faveur des résidents s'étend à présent sur 25 quartiers (dont 20 en centre ville). En 2014, une nouvelle zone bleue a été mise en service sur Tibaous.

La Mairie de Toulouse développe également les modes doux de déplacement avec le système automatisé de location « VélôToulouse » qui compte 30 nouvelles stations en 2013 et 2014. Son action s'inscrit aussi dans la gestion des contrats de mobiliers urbains : abribus, mobiliers d'information et de communication et sanitaires publics à entretien automatique.

Les objectifs pour l'année 2015

L'étude des conditions et pratiques de stationnement dans les secteurs des faubourgs sera poursuivie et des actions seront menées pour favoriser la rotation des véhicules aux abords des commerces et services.

Un plan de modernisation du stationnement sera engagé avec l'ouverture d'un nouveau téléservice à destination des résidents souscrivant un abonnement au stationnement sur voirie.

Une étude sur la mise en œuvre de nouveaux moyens de paiement à destination de l'ensemble des usagers est engagée.

MARCHÉS ET OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

Chiffres clés

3 halles couvertes (180 commerçants) et **45** marchés de plein vent (1500 commerçants – 38 sites)

23 kiosques (presse, alimentaire, fleur, distributeur automatique de billets...)

20 commerçants ambulants exerçants au Stadium (10), à Ernest-Wallon (5), au Zénith (5)

32 camions de restauration rapide et 5 vendeurs de marrons lors des fêtes de fin d'année

250 taxis

870 terrasses

1252 chantiers

579 éléments mobiles

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

2,3 M€

Dépenses en fonctionnement :

0,18 M€

Dépenses en investissement :

0,53 M€

Recettes en fonctionnement :

3,15 M€

Le contexte

La réorganisation des services droits de place et droits de voirie s'est concrétisée lors de la présentation du projet de la nouvelle direction au CTP du 15 octobre 2014 qui a validé l'existence d'une entité dédiée à la gestion de l'occupation du domaine public. L'accent a été mis sur la mutualisation et la professionnalisation de l'accueil du public et sur l'informatisation, l'optimisation et la sécurisation des procédures.

Gestionnaire de l'occupation commerciale du domaine public, la direction participe activement à la dynamisation économique de la ville et à son attractivité tout en veillant à en concilier les divers usages et en préservant la tranquillité des toulousains.

Dans le cadre des échanges européens (URBACT MARKET), une réflexion a été menée sur le mode de gestion des marchés avec la valorisation économique du domaine public, la responsabilisation des commerçants face à un outil qui est mis à leur disposition et la révision des tarifs d'occupation du domaine public au regard de la moyenne nationale.

Les objectifs pour l'année 2015

Dans le cadre du projet Toulouse Centre, il s'agira de proposer des aménagements de l'espace public qualitatifs et concertés tout en maintenant l'attractivité commerciale. La réhabilitation du marché Victor Hugo, le réaménagement de la place Saint Pierre s'inscrivent dans cette démarche.

Placer Toulouse au niveau de la moyenne nationale en matière de tarifs et avoir une réflexion sur le coût de revient du service rendu sont des objectifs qui se poursuivent avec la modification des tarifs des marchés couverts et la recherche d'une plus grande implication des commerçants.

Dans le cadre de l'essor des marchés et du programme URBACT MARKETS, la Ville va s'engager à prendre en compte leur rôle essentiel dans la dynamisation du commerce local et leur participation à la réalisation de projets économiques et sociaux portés par les opérations « Grand Projet de Ville ».

Apporter une cohérence décisionnelle en renforçant le travail transversal avec les services partenaires : déploiement de géoplateforme.

CIMETIÈRES

Chiffres clés

11 cimetières dont le cimetière
suburbain de Cornebarrieu

80 hectares

plus de 100 000 emplacements

3148 autorisations délivrées en
2014 (inhumations, exhumations,
crémations, visites intérieures
et dossiers d'opposition)

671 ventes ou renouvellements
de concessions traitées en 2014

BUDGET 2015

Masse salariale :

3,5 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,06 M€

Recettes de fonctionnement :

0,55 M€

Dépenses d'investissement :

0,33 M€

Le contexte

Le Code Général des Collectivités Territoriales précise dans son article L2213-8 que « *le Maire assure la police des funérailles et des Cimetières* ». Dans ce cadre, le Service des Cimetières a pour mission de délivrer et contrôler au nom du Maire toutes les autorisations d'inhumation, exhumation et crémation, mais également de procéder à la vente d'emplacements en concessions pour inhumation. Il se doit également d'assurer la surveillance des cimetières mais aussi l'entretien (propreté et maintenance) ainsi que la réalisation de divers aménagements (voirie, réseau d'eau...).

Enfin, il veille à la protection du patrimoine des cimetières et à la sécurité des usagers (sécurisation de sépultures menaçant ruine).

A ces missions courantes s'ajoutent des missions plus « exceptionnelles » liées notamment aux changements de réglementation ou au développement de nouveaux « besoins ». Ainsi, le service procède peu à peu à l'aménagement de sites cinéraires dans tous les cimetières de la Ville. Enfin, il met gratuitement à la disposition des usagers à la Toussaint, des cyclovoies ou navettes électriques dans les cimetières de Terre Cabade et Rapas ; mais il est à noter qu'une navette électrique est disponible à Terre Cabade, toute l'année.

Les objectifs pour l'année 2015

- la poursuite de la rénovation du patrimoine bâti (mise aux normes des locaux, voirie, réseaux d'eau, clôtures...) sur l'ensemble des cimetières
- la poursuite du programme de sécurisation des caveaux « insolides » ;
- la poursuite de l'implantation de sites cinéraire (columbariums, cavurnes jardins de dispersion) dans les cimetières de la Ville et notamment celui de Terre Cabade.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Chiffres clés

1 300 km de réseaux électriques dédiés à l'éclairage public

67 000 points lumineux (+1000 chaque année) dont 10% LED moins consommatrice

33 millions de kWh de consommation électrique annuelle (baisse de 1 million de kWh/an)

10 000 lampes changées chaque année

550 installations électriques provisoires installées chaque année

700 motifs lumineux / 35kms de guirlandes électriques installées chaque année pour Noël

Une astreinte technique

24h sur 24, 7 jours sur 7 pour assurer la sécurité des installations

BUDGET 2015

Masse salariale : **0,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :

6,3 M€ dont **4,5 M€** d'électricité

Dépenses d'investissement :

3,8 M€

Recettes en fonctionnement :

8,5 M€

Recettes en investissement :

0,03 M€

Le contexte

La problématique de l'Énergie est depuis maintenant plusieurs années devenue un élément essentiel de l'action publique. L'augmentation du coût réel de l'électricité (+30% en 5 ans) due à la hausse du prix du kWh, mais aussi à l'apparition et à la hausse de nouvelles taxes (CSPE, TCFE, CTA...), rend la maîtrise de sa consommation essentielle à la politique budgétaire de la collectivité. Toute action sur un réseau de cette envergure se doit d'être pensée à long terme (20 ans).

Après une politique générale de baisse de la consommation, la nouvelle politique est axée sur le confort de l'utilisateur et sa perception de l'Espace Public.

Les objectifs pour l'année 2015

AMÉLIORER LA PHOTOMÉTRIE

Un audit lumière a été réalisé sur la ville : 2015 sera la première année d'action découlant de cette analyse. Le programme pour R'allumer Toulouse est mis en application. Il se caractérise par des actions ciblées, là où le besoin d'un renfort ou d'une modification de l'éclairage est rendue nécessaire par une évolution des usages de la Ville.

DÉPLOYER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La généralisation de nouvelles technologies de lampes et d'appareils (LED) permet d'accentuer l'intégration de ces produits aux programmes de la Direction de l'Éclairage Public.

CENTRALISER LA GESTION

L'évolution de l'Éclairage Public tend vers la Télésurveillance. En 2015, 80% du parc sera télésurveillé, ce qui permettra une réaction plus efficace face aux pannes inévitables vu la dimension du réseau.

OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

BUDGET 2015

Masse salariale :

2,4 M€

Autres dépenses de
fonctionnement :

0,9 M€

Dépenses en investissement :

8,2 M€ dont **6 M€** pour l'acquisition
de la copropriété des Castalides

Recettes en fonctionnement :

1 M€

Recettes en investissement :

1 M€

Le contexte

L'année 2014 aura vu la poursuite de la dépollution chimique pour la zone Ouest de la Cartoucherie, celle-ci s'achèvera début 2015. La zone Est reste à dépolluer.

En 2014, la Ville a versé 500K€ de participation à l'aménageur Oppidéa en vue de l'acquisition d'un ensemble immobilier situé sur le secteur Izards-Bouquetins. Sur ce même secteur, l'aménagement de sentes permettant les liaisons piétons - cycles a été réalisé.

Etudes et travaux se poursuivent sur le secteur de la Place du carré de la Maourine.

Sur les Castalides, copropriété extrêmement dégradée, un Programme d'Intérêt Général a conduit à l'évacuation de l'immeuble. L'arrêté d'insalubrité pris par le Préfet de la Haute Garonne a été suivi d'un arrêté municipal ordonnant l'évacuation des derniers résidents.

Les objectifs pour l'année 2015

En 2015, l'objectif est de finir la dépollution pyrotechnique sur la Zone Ouest de la Cartoucherie. Sur la zone Est, un programme de sondages et d'analyses de sol est nécessaire pour mieux appréhender la pollution. Sur la base de ces résultats, Oppidéa élaborera un Plan de Gestion, pour adapter la dépollution au plan d'aménagement.

S'agissant de Borderouge, sur la Place du Carré de la Maourine, des aménagements de voirie sont prévus en accompagnement de la Galerie commerciale. Des travaux sur de nouvelles sentes de la ZAC seront engagés. Les aménagements autour de la place Micoulaud se poursuivront sur le secteur des Bouquetins.

S'agissant des Castalides, l'expropriation permettra de mettre fin au régime de la copropriété (2015) et, à la suite, de démolir l'immeuble (2016) répondant en cela à la demande du commissaire enquêteur. Quant à la reconversion du site des Castalides elle sera intégrée dans une approche globale à l'échelle d'un projet urbain sur Mirail-Université.

Chiffres clés

- **2,66** millions teq CO₂ émises en 2010 (Observatoire régional de la qualité de l'air).
- Émergence d'une baisse tendancielle : diminution de **8%** des émissions de GES entre 2005 et 2010 (source ORAMIP), alors que objectif PCET: -20% entre 2005 et 2020.
- Défi familles à énergie positive : **140** familles inscrites sur Toulouse en 2014
- Résultats par famille : **19 %** de baisse des consommations énergétiques, **16%** de baisse des consommations d'eau, 300 € économisés.
- Semaine développement durable 2014: **4000** personnes sensibilisées, **10** quartiers, **50** événements.
- **10** événements éco-responsables labellisés dont Rio Loco, Toulouse Plage, Marché de Noël, Canal en fête, semaine du développement durable, La Novela ...
- Référentiel d'aménagement et d'urbanisme durables: **3** opérations test écoquartiers réalisées en 2013 et évaluées en 2014. Signature de la charte nationale écoquartiers.

BUDGET 2015

Dépenses en fonctionnement :
0,2 M€

Le contexte

En 2014, le 5^{ème} rapport du GIEC indique que les émissions de gaz à effet de serre (GES) devront être réduites de 40 à 70 % pour limiter le réchauffement planétaire à 2°C. A Toulouse, la température moyenne a augmenté de 1,3°C entre 1945 et 2007 contre 0,9°C au niveau national.

La collectivité accentue la prise en compte du développement durable avec le Plan Climat Énergie Territorial (PCET) et ses objectifs (-20 % d'émissions de Gaz à effet de serre et de consommations d'énergie, 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale). Elle vise l'adaptation au changement climatique.

Elle met l'accent sur la lutte contre la précarité énergétique : 20 % de la population toulousaine serait en précarité énergétique en 2014 contre 13 % en 2008.

Les objectifs pour l'année 2015

- Poursuivre l'animation du Plan Climat Énergie Territorial (PCET) et le pilotage des actions, en mobilisant tous les acteurs concernés.
- Entamer la révision du PCET en Plan Climat air énergie territorial autour de 3 axes: la préservation de la qualité de l'air, l'adaptation au changement climatique et la transition énergétique pour la croissance verte.
- Renforcer les actions de lutte contre la précarité énergétique (atelier solidaire à Empalot).
- Inscrire Toulouse dans la mobilisation nationale de la COP 21 de Paris, en décembre 2015.
- Organiser une semaine du développement durable sur le climat et l'énergie.
- Accueillir à Toulouse la 9^{ème} conférence mondiale sur le climat urbain et mobiliser le réseau pluridisciplinaire constitué autour de Météo-France.

ESPACES VERTS

Chiffres clés

600 000 plantes produites en 2014 par les serres municipales

880 ha

BUDGET 2015

Masse salariale : **17 M€**

Dépenses en fonctionnement : **3,2 M€**

Dépenses en investissement : **4,8 M€**

Le contexte

La direction des Jardins et Espaces Verts met en œuvre une politique respectueuse de la biodiversité et décline des principes de gestion durable des espaces verts. Le développement du fleurissement thématique dans tous les quartiers valorise la ville et ses espaces verts. Le renforcement de plantations d'arbres et d'arbustes conforte l'action de la ville en faveur du plan climat et de la biodiversité.

Trois événements très appréciés du public, concourent à l'animation de la ville : la fête de la violette, les journées portes ouvertes aux serres municipales, Toulouse prend la clef des champs.

La régie agricole de Candie exploite un vaste domaine agricole péri-urbain. Les grandes cultures et la vigne sont certifiées « agriculture biologique ». La régie agricole collabore avec la cuisine centrale. Ainsi, 10 000 tonnes de lentilles et 13 000 litres de jus de raisin produits à Toulouse sont servis dans les restaurants scolaires de la Ville.

Les objectifs pour l'année 2015

PATRIMOINE

L'aménagement est une des actions phare du plan climat. Il se traduit par la plantation d'arbres et arbustes indigènes, l'adaptation des modes de gestion à la nature des espaces, la recherche constante d'économie d'eau par la création d'espaces adaptées au climat local. .

LES PROJETS

La rénovation d'aires de jeux d'enfants est engagée. La mise en œuvre du « Plan arbres » permettra de parfaire la connaissance du patrimoine arboré de la ville, sa gestion, sa préservation et son renouvellement. La restauration des serres municipales se poursuit. Dans le cadre des grands projets urbains, la présence du végétal est affirmée et s'illustrera dans les opérations d'aménagement de Bellefontaine, Bagatelle, Empalot, Reynerie, Montaudran, centre ville et Grand Parc Garonne. Enfin, la ville de Toulouse est candidate au concours « Villes et villages fleuris » 2015, espérant conserver son niveau de classement (3^{ème} fleur) .

LA RÉGIE AGRICOLE DE CANDIE

Le renouvellement du vignoble est engagé, les premiers arrachages fin 2015 céderont la place à un nouveau vignoble plus adapté aux caractéristiques du Sud-Ouest. La plantation d'un verger est à l'étude afin de poursuivre la diversification des productions et l'approvisionnement des cantines scolaires. La régie devient gestionnaire de 60 ha de terres agricoles acquises par l'EPFL (réserves foncières de Toulouse Métropole).

GESTION DES VOIES D'EAU

Chiffres clés

1^{ère} labellisation Pavillon bleu pour le Port Saint Sauveur en 2014

Canal en fête 2014 a permis d'initier 135 enfants à la pêche et 339 personnes aux sports nautiques (canoës, avirons, dragons boat).

260 m³ de vases extraits en 2014 au Port St Sauveur pour assurer le passage des bateaux

1700 m³ de vases extraits de la Garonne dont 360 m³ valorisées pour la stabilisation des berges de la Prairies de Filtres

1470 sujets d'« hélophytes » ou plantations de berges, implantées sur la prairie des filtres

190 m³ de déchets collectés sur les plans d'eau de Garonne et canaux

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

0,4 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

0,9 M€

Dépenses en investissement :

0,4 M€

Recettes de fonctionnement :

0,1 M€

Le contexte

Les voies d'eau constituent un patrimoine exceptionnel: le Canal du midi est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et la Garonne est classée Natura 2000. Il s'agit de concilier la préservation de ce patrimoine et le développement d'activités de loisir et de tourisme. C'est dans cet objectif que s'inscrivent les actions d'entretien et la toute première labellisation Pavillon Bleu du Port Saint Sauveur. Pour obtenir ce label, la direction Gestion des Voies d'Eau a mis en place un programme pour le tri sélectif et la récupération des déchets ainsi que des actions de sensibilisation lors de la semaine du développement durable et des journées du patrimoine.

Un chantier important d'enlèvement des vases a été réalisé au Port Saint Sauveur et en Garonne pour assurer le maintien des activités nautiques. Les vases extraites ont, pour la première fois, été valorisées pour restaurer et stabiliser les berges de la prairie des filtres.

Enfin, les animations au port St sauveur ont été développées avec la présentation de la faune et de la flore du Canal, des ateliers de pêche et une initiation aux sports nautiques.

Les objectifs pour l'année 2015

Le Port Saint Sauveur connaît un réel succès auprès des plaisanciers. Afin de répondre à des demandes d'hivernage de bateaux de grande dimension des travaux sont prévus en 2015.

En lien avec les actions du plan propreté, des opérations pilotes vont être déployées en 2015. Les volontaires du service civique mèneront des chantiers de ramassage et de sensibilisation afin d'associer les usagers et riverains à la protection du Canal et de la Garonne.

L'ensemble des usagers sont associés (bateliers, clubs de sports nautiques, pêcheurs) pour développer les activités sur la Garonne et les canaux. Les premiers travaux pour des équipements d'amarrage et de navigation sont programmés fin 2015 : aménagement de haltes fluviales afin de permettre la mise en place de navettes.

Toulouse ville responsable

PARTIE 2 :

**Promotion de la citoyenneté
et services publics de proximité**

P.46 Démocratie Locale

P.47 Lutte contre les discriminations

P.48 Services à la population

P.49 Police Municipale

P.50 Pompes funèbres et crématorium (budgets annexes)

DÉMOCRATIE LOCALE

Chiffres clés

3 services, 124 agents : central démocratie locale et secteurs (34 agents), mairies de quartier (76 agents), vie associative (14 agents)

6 secteurs 20 quartiers

5 maisons de la citoyenneté (Mdc)

25 mairies de quartier, dont 5 dans des maisons de la citoyenneté

400 associations utilisatrices des services de la maison des associations

Près de **350 réunions** publiques organisées en moyenne par an.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

5,4 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

0,12 M€

Dépenses en investissement :

1,4 M€ dont 1,2 M€ d'enveloppes participatives de secteur

Le contexte

Le dispositif de démocratie locale a été renforcé avec l'installation des Maires de quartier qui sont devenus les premiers interlocuteurs dans le quartier. Ils permettent aux habitants de participer à l'élaboration des projets de leur quartier, de donner leur avis sur les politiques publiques, de contribuer à développer le lien social en participant à des animations et des rencontres et d'impulser de nouveaux projets. Les Maires de quartier tiennent des permanences régulières sur rendez-vous. De plus, les 20 commissions de quartier sont des instances de participation à l'échelle du quartier qui permettent le partage de l'information et des discussions entre élus, associations, citoyens et services. La démocratie locale, ce sont également des lieux recevant du public avec les mairies de quartier, les maisons de la citoyenneté et la maison des associations.

Les objectifs pour l'année 2015

LE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DÉMOCRATIE LOCALE :

La direction a pour mission principale de porter, coordonner et animer la démarche de participation de la Ville, par l'intermédiaire des différentes équipes administratives positionnées en soutien des Maires de quartier. Dans cette perspective, de nombreux moyens sont mis en place pour l'organisation et la communication des instances « participatives » : distribution de flyers et affiches, relais médias et presse. En complément des instances de concertations, des groupes de travail et autres processus participatifs sont mis en place

L'ACTIVITÉ EN DÉVELOPPEMENT DANS LES MAIRIES DE QUARTIER :

Dans ces annexes du Capitole, les usagers peuvent effectuer les formalités administratives suivantes :

- Citoyenneté (CNI, passeport biométrique, inscription sur listes électorales...)
- Famille (certificats d'hérédité, dossier de mariage, certificats de vie)
- Education (inscriptions dans les écoles maternelles et élémentaires)
- Transport (Demande et réactualisation carte de transport pour les seniors...)
- Droit des étrangers

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Chiffres clés

2000 m² d'espace alloué à la lutte contre les discriminations (auditorium de 150 places, 5 salles de réunion, 2 salles d'exposition, centre LGBT avec 12 associations proposant des permanences, bureaux de la Mission Egalité).

35 associations subventionnées.

330 partenaires accueillis dont 280 associations depuis l'aménagement des locaux en février 2012.

26 expositions accueillies en 2014 et 23 expositions en prêt à des partenaires.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

0,3 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,3 M€

Dépenses d'investissement :

0,08 M€

Le contexte

La lutte contre le racisme et les discriminations est une exigence républicaine ; elle nécessite une vigilance permanente. En 2014, la Ville a confirmé et élargi le champ d'action confié à la Mission Egalité. En sus de sa vocation à mettre en œuvre la politique municipale de prévention et de lutte contre les discriminations, de promotion de l'égalité femmes – hommes, de la diversité et des droits humains, les actions en faveur de la défense de la laïcité figurent désormais au rang des priorités.

Les objectifs assignés à la mission égalité sont les suivants :

- agir en partenariat sur les discriminations systémiques en appuyant la transformation des pratiques des acteurs en accompagnant les publics discriminés ;
- promouvoir la citoyenneté et la participation sociale et politique des étrangers au travers de Toulouse –Diversités (conseil consultatif des Résidents Étrangers de Toulouse) ;
- promouvoir les diversités, la laïcité et le respect des droits de l'homme.

Les objectifs pour l'année 2015

L'année 2015 sera l'occasion de poursuivre et d'amplifier les actions de lutte contre le racisme et les discriminations en :

- renforçant les actions de prévention de toutes formes de discriminations par l'organisation de formations, de sensibilisations, d'expositions, de conférences et débats et en poursuivant les actions du Plan pour l'Égalité Femmes – Hommes dans la vie locale ;
- étendant le Plan Territorial de Prévention et de Lutte contre les Discriminations sur le Marché du Travail à l'échelle de Toulouse Métropole et dans l'Éducation ;
- mettant en œuvre des outils de communication variés contre les stéréotypes (concours Martin Luther King, prix du livre égalitaire, expositions, brochures, application mobile, sites facebook et web...) ;
- développant le partenariat avec les associations engagées dans la lutte contre les discriminations.

SERVICES À LA POPULATION

Chiffres clés

253 162 inscrits sur les listes électorales au 1er mars 2014

3 762 jeunes recensés

427 célébrations de mariage

15 580 naissances

5 263 décès

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

5,3 M€

Dépenses de fonctionnement :

1,2 M€, correspondant principalement aux dépenses occasionnées par les scrutins électoraux organisés en 2015

Recette de fonctionnement :

0,4 M€

Le contexte

Le nouveau découpage électoral pour les échéances électorales de 2015 a été fixé par le décret n° 2014-152 du 13 février 2014, ce texte, portant délimitation des cantons dans le département de la Haute-Garonne, s'est soldé par le passage de 15 à 11 cantons, ce qui a conduit à redéfinir les périmètres de nombreux bureaux de vote, plus de 130 bureaux ont ainsi été modifiés. Par ailleurs, tous le processus électoral et l'organisation des scrutins ont été revus pour faire face aux élections départementales et régionales de 2015.

Dans la perspective du développement de l'e-administration, l'organisation des services a été modifiée afin de répondre à ces nouvelles exigences, dans le souci constant d'améliorer le service rendu à la population.

Ainsi, le redéploiement des services de l'État avec la création des plateformes régionales d'instruction des demandes de passeports ont eu une incidence sur les procédures, dans le sens d'une plus grande simplification et de la dématérialisation des échanges entre administrations.

Les objectifs pour l'année 2015

Pour l'ensemble des services, les efforts ont été poursuivis afin de développer la polyvalence des équipes selon le principe du guichet unique.

Les réaménagement des locaux des services des Formalités Administratives au Capitole et de l'Etat Civil à l'Espace Saint Antoine du T vont permettre d'améliorer les conditions d'accueil du public. L'ouverture d'un guichet unique au service de l'état civil regroupant diverses sections est prévu dans le courant de l'année 2015.

Il est également prévu d'améliorer le dispositif d'inscription en ligne sur les listes électorales dont les opérations de mise en concordance avec l'INSEE vont être poursuivies.

Enfin, les études et le déploiement de COMEDDEC, plate-forme électronique sécurisée pour les échanges dématérialisés de données de l'état civil entre les communes, les administrations et les notaires devraient s'échelonner sur les deux années à venir.

POLICE MUNICIPALE

Chiffres clés

8000 mises en fourrière

959 procédures

40538 missions accomplies

207 policiers municipaux,
36 agents de surveillance de
la voie publique (ASVP), 27
administratifs et 13 techniques

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

13,7 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,86 M€

Dépenses d'investissement

1,7 M€ dont **1,5 M€** pour le plan de
déploiement de la vidéosurveillance

Le contexte

Axe fort et prioritaire de l'équipe municipale, la sécurité a été, dès le mois d'avril 2014, source de mobilisation des élus et des services pour engager des actions immédiates :

- le lancement du recrutement de 150 policiers municipaux supplémentaires
- réarmement en journée de la police municipale
- lancement de généralisation de la vidéo protection
- la formation de la nouvelle brigade motos d'intervention rapide
- nouvelle convention de partenariat police nationale/police municipale
- amélioration du système fourrière
- réforme et transformation de l'Office de la Tranquillité en Allô Toulouse

Les objectifs pour l'année 2015

En 2015, la volonté politique est de poursuivre le changement de l'ambiance de la ville, des quartiers sensibles et des faubourgs. Il s'agit de développer une politique de sécurité performante. Les objectifs poursuivis dans ce cadre seront les suivants :

- réaliser le déploiement de la vidéo protection avec à minima 50 caméras dans les quartiers sensibles du centre ville et des faubourgs,
- poursuivre le recrutement des policiers municipaux (à concurrence de 75),
- intensifier le dispositif « brigade d'intervention rapide » pour renforcer la prévention si besoin, intervenir en quelques minutes en matière de répression et donner suite aux signalements du 31.01 (Allô Toulouse),
- création d'une brigade en matière de marginalité, combinant des médiateurs sociaux pour une réponse sociale et médico-psychologique et des policiers municipaux pour une réponse répressive si nécessaire.

POMPES FUNÈBRES

Chiffres clés

1075 obsèques organisées

BUDGET 2015

Dépenses en fonctionnement :
3,2 M€

Le contexte

Crée en 1905 le service des Pompes Funèbres Municipales de Toulouse est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) géré en budget annexe sans personnalité morale. Il intervient dans un secteur fortement concurrentiel et constitue face aux opérateurs privés un réel régulateur du marché dans le domaine.

Les services funéraires municipaux organisent des obsèques à la demande des familles, proposent des contrats obsèques en lien avec des partenaires mutualistes, mais interviennent également en astreinte dans le cadre des pouvoirs de police du Maire pour les décès sur la voie publique ou dans les domiciles lorsqu'il n'y a pas de famille.

Le complexe funéraire situé 2 rue Lemire (à coté du Zénith) opérationnel depuis 1997 est accessible à l'ensemble des prestataires funéraires et permet la conservation des corps (cases réfrigérées) mais aussi l'accueil des défunts et de leur famille grâce à 8 salons de recueillement ainsi qu'une salle de cérémonie ouverte à tous les cultes.

Les objectifs pour l'année 2015

Une réflexion globale sur la qualité du service rendu par les Pompes Funèbres Municipales a été entamée depuis 2013. Elle se poursuivra en 2015. Cela se traduira notamment dans les faits par la réalisation de travaux de rénovation et d'aménagement pour un meilleur accueil et une meilleure prise en charge des familles.



Toulouse ville solidaire

- P.52** Éducation
- P.53** Cuisine centrale
- P.54** Petite enfance
- P.55** Enfance loisirs
- P.56** Animation socioculturelle
- P.57** Renforcement du lien social
- P.58** Logement
- P.59** Centre Communal d'Action Sociale
- P.60** Développement Social
- P.61** Hygiène et Santé
- P.62** Séniors
- P.63** Sports
- P.64** Mission Jeunesse

Chiffres clés

200 écoles publiques (**93** élémentaires et **107** maternelles) pour **31 872** élèves (84%) et

6 138 élèves scolarisés dans les écoles privées (16%), soit un total de **38 010** élèves

Plus de **28 000** enfants inscrits au CLAE et **27 522** inscrits à la restauration scolaire

BUDGET 2015

Masses salariale :
72,9 M€

Autres dépenses de fonctionnement :
27,7 M€

Dépenses d'investissement :
23,6 M€ dont

11 M€ pour les créations de nouveaux groupes scolaires, les extensions et les restructurations

9,7 M€ pour la maintenance du bâti scolaire et les travaux d'urgence,

0,75 M€ pour la résorption des bâtiments modulaires

Recettes en fonctionnement :
7,9 M€

Le contexte

La Ville de Toulouse a accueilli 1200 enfants supplémentaires à la rentrée 2014-2015 et 44 nouvelles classes ont été ouvertes. C'est pourquoi le groupe scolaire provisoire Alphand a été mis en place ainsi qu'une école élémentaire Fleurance, dans l'attente de la construction des écoles définitives. Par ailleurs, la Ville a poursuivi des travaux de maintenance dans plus de 80 écoles.

Les objectifs pour l'année 2015

La Ville de Toulouse mènera un important travail de concertation avec l'ensemble des membres de la communauté éducative afin d'élaborer son Projet Éducatif de Territoire. Il viendra compléter la Charte des CLAE qui sera mise en œuvre dès cette année. En cohérence, deux nouveaux contrats, le Contrat Enfance Jeunesse, conclu avec la Caisse d'Allocations Familiales, et le volet éducatif du contrat de ville parachèveront l'ensemble.

En continuité de l'augmentation de la démographie scolaire, la Ville a décidé une programmation pluriannuelle d'investissements ambitieuse pour construire des écoles nouvelles. Ainsi, dès 2015, les travaux de l'école définitive Guilhermy vont commencer (4 M€ de crédits en 2015 sur une opération de 10,6 M€), mais également ceux de l'école définitive Niboul (500 k€ en 2015 sur une opération de 8,5 M€).

9,7 M€ sont également inscrits pour l'entretien, la maintenance et la rénovation du patrimoine scolaire. Ils visent à améliorer la sécurité, l'hygiène et à favoriser le bien vivre ensemble dans les écoles.

Ces objectifs de politiques éducatives permettront à la Ville de développer et améliorer l'accueil des petits toulousains dans les écoles de mettre en place une alliance éducative dynamique.

Chiffres clés

33 000 repas livrés chaque jour

vers les 200 écoles maternelles et élémentaires de la ville, le restaurant social, 10 foyers seniors municipaux et quelques autres structures sociales.

90 agents qui œuvrent à toujours améliorer la qualité des repas servis.

20% des achats totaux consacrés aux produits biologiques, recentrés sur les produits bio locaux

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
3,6 M€

Autres dépenses de fonctionnement :
12 M€ (dont 11,1 M€ de produits alimentaires)

Dépenses en investissement :
1,2 M€ (dont 860 k€ de travaux de mise en conformité)

Recettes de fonctionnement :
9,4 M€

Le contexte

La Cuisine Centrale, inaugurée en 1983, assure la fabrication en liaison froide des repas servis dans les 200 restaurants scolaires de la ville. En application de la réglementation en matière de nutrition, elle propose des menus variés qui respectent un plan alimentaire qui garantit des apports nutritionnels adaptés à chaque âge des convives.

D'importants travaux d'agrandissement auront lieu dans l'année pour permettre d'adapter les volumes de stockage au nombre de repas produits et ainsi garantir de meilleures conditions d'hygiène aux fabrications. .

Les objectifs pour l'année 2015

- Poursuivre l'amélioration de la qualité des repas servis.
- Mener une réflexion contre le gaspillage alimentaire en lien avec les directions de l'Éducation et de l'Enfance et Loisirs pour sensibiliser les enfants sur ce sujet qui fait l'objet d'une réflexion nationale.
- Maintenir la politique d'achat orientée vers le bio et le local.
- Poursuivre la participation de la Cuisine Centrale aux diverses manifestations locales et nationales en rapport avec l'alimentation et la qualité alimentaire : Semaine européenne (mai), rio loco (juin), semaine du goût (octobre), et SISQA en décembre.

Chiffres clés

52 structures en gestion municipale, **16** crèches dépendantes du CCAS, **4** haltes-garderies Mairie/ CAF, **81** structures associatives subventionnées, **6** entreprises de crèches, **2** crèches d'entreprise (accès uniquement aux salariés de l'entreprise) soit **5 821** places dont **3 163** places en secteur public.

2 090 places en structures associatives et mutualistes subventionnées (secteur privé non marchand) et **568** places en crèches d'entreprises (dont crèches hospitalières et universitaires subventionnées) et crèches d'entreprise (secteur marchand non subventionné).

129 places créées depuis le début du mandat en gestion publique et associative (entre mai 2014 et mars 2015).

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

32,3 M€

Dépenses de fonctionnement :

11,8 M€

Recettes de fonctionnement :

15,7 M€

Dépenses d'investissement :

11 M€ dont **2,6 M€** pour le multi-accueil Bourbaki, **1,9 M€** pour le multi-accueil Pradettes Bordeblanche et **1,8 M€** pour l'équipement Amouroux,

Le contexte

L'année 2015 sera marquée par la poursuite de l'effort ambitieux de création de places en crèches. 151 nouvelles places seront ainsi proposées aux familles toulousaines dont :

- 45 places pour le secteur public avec l'extension du multi-accueil Amouroux offrant 10 places supplémentaires ; l'extension du multi-accueil Bourbaki (+25 places) ; relogement du multi-accueil des Pradettes sur Bordeblanche avec une hausse de capacité de + 10 places.
- 106 places pour le secteur associatif subventionné par la Ville de Toulouse et un nouveau Relais Assistants Maternels qui ouvrira par ailleurs ses portes en septembre 2015 (RAM Bourbaki).

Les objectifs pour l'année 2015

Offrir aux familles un mode de garde adapté à leurs besoins et parvenir à un maillage satisfaisant sur le territoire, en poursuivant ces principaux objectifs par :

- la poursuite de la création de places en accueil collectif.
- l'optimisation du fonctionnement existant avec une meilleure occupation des établissements.
- le maintien d'une offre variée de modes de garde pour répondre aux besoins spécifiques de chaque famille (accueil collectif, accueil familial, accueil par les assistants maternels indépendants).
- le renforcement de l'offre sur les horaires atypiques.
- le soutien réaffirmé au secteur associatif.
- la diversification des modes de gestion des établissements (public, associatif, privé).

Chiffres clés

109 accueils de loisirs à Toulouse, dont **62** municipaux et **47** associatifs

près de 10 000 enfants différents accueillis en 2014 dans les structures de loisirs municipales

300 enfants en situation de handicap accueillis en 2014 dans une démarche d'inclusion

15 ludothèques dont **5** municipales

4 centres de vacances dans les Pyrénées (**43 185** Journées participants en 2014)

140 392 journées facturées ADL, Mini-séjours et séjours vacances

2 903 personnes mobilisées sur la période estivale

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
11,8 M€

Autres dépenses de fonctionnement :
7,2 M€

Dépenses en investissement :
0,5 M€

Recettes de fonctionnement :
16,3 M€ dont **12,6 M€** au titre du Contrat Enfance Jeunesse

Le contexte

Les questions d'éducation sont plus que jamais au cœur de l'actualité, tant localement que nationalement. Le temps extrascolaire du loisir participe des multiples facettes de la notion d'éducation : c'est un temps d'apprentissage, d'appropriation de savoirs, de découverte de soi et des autres. C'est un temps de développement de la socialisation et d'épanouissement.

Les accueils de loisirs, les ludothèques et le jeu, les séjours, les centres de vacances, constituent une offre variée, socle du service public municipal du loisir éducatif. Ces propositions, action volontariste de la ville, contribuent au mieux vivre ensemble et à la lutte contre les inégalités sociales, culturelles et territoriales.

Quelques faits marquants de 2014 :

- installation de l'ADLP Reynerie dans de nouveaux locaux, ouverture de l'ADL Alphan
- rencontre interprofessionnelle des accueils de loisirs sur le thème des rythmes de l'enfant
- journée des droits de l'enfant, le 30 octobre, Place du Capitole
- nouvelle offre de séjour vers la Corse et proposition d'une seconde destination (Espagne)
- mise en fonction de l'espace polyvalent du petit Capitole
- ouverture jusqu'à 9 ans des ludothèques 0-6 ans pour assurer un meilleur accueil des fratries
- édition de Ludo en Jeu, fête des ludothèques, le 27 septembre 2014 sur le site des Argoulets
- mise en ligne des factures ADL sur l'espace montoulouse.fr

Les objectifs pour l'année 2015

- renouvellement du label « Ville Amie des enfants », en lien avec l'Unicef
- contenus éducatifs : projets de service, charte qualité, projet éducatif de territoire
- renouvellement du Contrat enfance jeunesse et contribution au nouveau contrat de ville
- poursuite de la démarche de territorialisation de la Direction Enfance Loisirs
- démarche de valorisation et de réflexion autour des temps d'accueil
- diversification de l'offre : proposition de séjours en accès direct pendant les petites vacances
- événement autour du jeu, croisant culture ludique et land art, en partenariat avec le muséum d'histoire naturelle de Toulouse, le 30 mai 2015 au jardin du Muséum (fête mondiale du jeu)
- organisation de Ludo Plage dans le cadre de Toulouse Plages, et Alchimie du jeu

ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Chiffres clés

15 centres culturels et d'animation et **8** Maisons de Quartier dans tous les secteurs de la commune.

13 associations socioculturelles subventionnées à l'année (7 Maisons des Jeunes et de la Culture et 5 associations d'importance telles l'Amicale Laïc Jean Chaubet, l'ASCM Montaudran ou encore le Centre Culturel des Minimes)

500 spectacles et **100** expositions

150 disciplines proposées en pratique amateur pour tous publics..

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

13,3 M€

Dépenses de fonctionnement :

4,6 M€

Recettes de fonctionnement :

0,7 M€

Dépenses d'investissement :

4,2 M€

Le contexte

La Direction de l'Animation Socioculturelle (DASC), déployée entre un service central et 15 centres culturels et d'animation, propose une offre culturelle et de loisirs de proximité aux toulousains. Celle-ci se décline en une programmation de spectacles et d'expositions, accompagnée d'actions de médiation et de multiples possibilités d'activités artistiques, sportives, créatives et récréatives, à travers des ateliers ouverts sur un éventail de plus de 150 disciplines. Le réseau des centres s'implique aussi activement dans l'animation locale et la dynamique associative. La DASC contribue notamment au soutien de 13 structures socioculturelles principales, dont 7 Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) qui œuvrent pour la même mission.

Les objectifs pour l'année 2015

Le réseau des équipements de l'Animation Socioculturelle se verra étoffé en 2015, permettant un enrichissement de l'action culturelle sur tout le territoire : la MJC du Pont des Demoiselles, dans ses nouveaux locaux, assurera une saison complète de programmation artistique. Deux autres sites ouvriront leurs portes cette année : la Salle Saint-Michel ancienne Chapelle des Lazaristes en mars et la nouvelle maison de quartier d'Empalot en septembre.

Les autres centres poursuivront leurs missions en s'attachant à travailler étroitement avec les acteurs locaux, dans une cohérence d'initiatives. Ils maintiendront les partenariats noués avec les festivals (Rio Loco, Marathon des Mots, Mai des Cultures Urbaines, Mois de la Photo...) pour que les grands événements toulousains résonnent aussi dans tous les quartiers de la ville, tout en développant simultanément leur propre dynamique de rendez-vous pour fidéliser un public attaché à la convivialité. Enfin, l'offre estivale d'animations devrait être renforcée au bénéfice des enfants, des jeunes et des familles, notamment dans les quartiers populaires.

RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL

Chiffres clés

1 village d'insertion et 2 terrains d'accueil pour les ressortissants européens

1 Espace social du Grand ramier (douches Espace Bonnefoy) délivrant des prestations en direction des publics en situation de fragilité, dont de l'hébergement d'urgence lors du plan grand froid.

40 associations subventionnées pour œuvrer en faveur des personnes en situation de précarité.

Près de 50 associations fortement mobilisées sur la conduite des actions en faveur de l'accessibilité pour tous en s'impliquant dans un travail de partenariat et concertation avec les services de la ville.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
3,8 M€

Dépenses de fonctionnement :
1,2 M€

Recettes de fonctionnement :
0,07 M€

Dépenses d'investissement :
1,6 M€

Le contexte

La Ville de Toulouse et le CCAS mènent des politiques publiques en direction des publics fragilisés en complémentarité avec l'action de Toulouse Métropole, de l'État et du Département. Cette action visant le renforcement de la cohésion sociale est structurée autour des axes suivants :

- la lutte contre les phénomènes d'exclusion, notamment en direction des grands précaires, des ressortissants européens et des gens du voyage.
- dans le cadre de l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la ville de Toulouse mène des actions et développe des projets à l'attention des publics en situation de handicap.

Les objectifs pour l'année 2015

LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

2015 va permettre à la Direction des Politiques de Solidarité de poursuivre et de renforcer son action en partenariat très étroit avec les interventions de l'État dans les domaines suivants :

- accompagnement de projets dans le domaine de l'hébergement d'urgence (participation au plan hivernal, soutien et accompagnement de projets innovants)
- mise en place d'un plan d'action concernant l'accompagnement des ressortissants européens et la résorption des campements illicites par un travail de maîtrise d'œuvre urbaine et de cohésion sociale sur le territoire de la commune.

HANDICAP : LE DÉFI DE L'ÉGALITÉ

Le Pôle Handicap est mobilisé autour des enjeux posés dans le quotidien des personnes en situation de handicap dans la ville et s'engage dans un travail de concertation avec les partenaires associatifs. En 2015 sera consolidé l'engagement de la collectivité autour de deux axes principaux : **l'accessibilité et le « vivre ensemble »**

Chiffres clés

61 dossiers d'aide à l'amélioration de l'Habitat des personnes âgées instruits.

124 prêts à taux zéro d'accession sociale à la propriété accordés,

201 PASSLOG attribués,

53 « logements passerelles » actuellement en service, allant du T1 au T4,
99 ménages accueillis dont
45 nouveaux entrants en 2014 pour **113** dossiers instruits.

16 445 accueils et/ou accompagnements physiques ou téléphoniques assurés par le service social logement.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
0,7 M€

Dépenses en fonctionnement :
0,2 M€

Dépenses en investissement :
2 M€

Recettes en investissement :
2,1 M€

Le contexte

Dans un contexte économique, financier et social défavorable à la solvabilité des ménages, et face à une crise du logement croissante, la Ville de Toulouse a souhaité consolider le dispositif des logements dits passerelles et ce, afin de répondre aux concitoyens en situation d'urgence au regard du logement.

Face à cette précarité croissante, l'année 2014 a permis de mettre à disposition plus d'une cinquantaine de logements vacants du patrimoine de la Ville, en vue de proposer une alternative au manque de places dans les structures d'accueil de publics en situation de rupture de logement, sans pour autant se substituer aux compétences et obligations de l'État.

Par ailleurs, la Ville de Toulouse complète son intervention au travers de dispositifs permettant le maintien à domicile des personnes vieillissantes par l'adaptation de leur logement, le soutien du premier mois de loyer pour les étudiants, la remise sur le marché du locatif à vocation sociale de logements vacants du parc privé, et l'accession à la propriété pour les personnes à revenus modestes.

Les objectifs pour l'année 2015

Dans ce même contexte de difficultés persistantes, la Ville souhaite procéder à l'aménagement du dispositif d'amélioration de l'Habitat des personnes âgées. Mais aussi étendre ce dispositif auprès des personnes en situation de handicap et ce, afin de permettre un maillage cohérent des différentes aides en faveur de ce public fragile au travers des politiques locales.

Dans le même esprit, et pour éviter le sentiment d'isolement des seniors, une réflexion sera menée pour encourager la colocation entre les plus de 65 ans, ainsi qu'autour d'un « loca pass seniors ».

Par ailleurs, concernant l'accession à la propriété, la Ville va alléger son dispositif d'aide municipale accordée actuellement afin de le rendre plus lisible. Celui-ci devra permettre le maintien des aides aux foyers les plus modestes et l'élargir également aux classes moyennes pouvant en être exclues. Ce dispositif concernera désormais l'acquisition de patrimoine neuf et ancien sur l'ensemble du territoire en favorisant l'installation de familles en centre de la ville.

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Chiffres clés

Gestion de **46** établissements sociaux et médico sociaux employant 1 400 agents soit :

18 établissements pour personnes âgées dont 9 EHPAD

16 crèches

Un institut médico-éducatif, un centre maternel, une maison d'enfants à caractère social,

Un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)

Des services d'aide et d'action sociale et un centre de santé.

Un budget de fonctionnement s'élevant à **71,8 M €**

BUDGET 2015

Subvention municipale versée au CCAS : **16,8 M €**

Le contexte

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), établissement public autonome, assure une mission d'aide et d'action sociale en convergence avec les politiques municipales de solidarité ; en faveur notamment des seniors, de la lutte contre l'exclusion et de la petite enfance. Il veille à adapter et moderniser ses services et établissements, et ce dans un contexte budgétaire très difficile compte tenu des contraintes imposées par les organismes de tarification. Dans ce cadre, le CCAS a procédé à :

- la rénovation de la crèche Jules Julien
- la rénovation du Centre d'Hébergement Temporaire « Le Repos »
- le transfert de la Veille Sociale dans des locaux adaptés, au 66 avenue Etienne Billières
- l'ouverture de l'EHPAD Françoise de Veyrinas

Les objectifs pour l'année 2015

Poursuivre une politique de rénovation et de modernisation tout en maîtrisant les coûts par :

- le retour à l'équilibre financier par une gestion plus rigoureuse nécessitant la mise en place d'outils plus efficaces
- la mise en place d'un véritable dialogue de gestion avec les structures d'accueil,
- la modernisation et la rationalisation du circuit de traitement du linge assuré actuellement par la blanchisserie centrale,
- la poursuite de l'informatisation des activités du CCAS et de ses établissements pour un meilleur service rendu aux usagers
- la mise en place d'une politique globale et harmonisée de gestion de la filière gériatrique.

Chiffres clés

UN NOUVEAU CONTRAT DE VILLE

54 065 habitants concernés
soit 12 % de la population
de la Ville de Toulouse

12 quartiers prioritaires inscrits
au décret du 30 décembre 2014

700 dossiers de subventions
instruits pour 250
associations en 2014

6 antennes territoriales de la
Direction du développement social
couvrant l'ensemble des quartiers
prioritaires (Bagatelle, Mirail,
Empalot, Nord, Est, Centre)

LES ACCUEILS JEUNES

1 800 jeunes accueillis
dans **14** structures

2 700 jours d'ouverture

402 sorties proposées et 42 séjours

LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ

559 Parcours de Réussite Éducative
pour les enfants et les jeunes

190 actions d'accompagnement
à la scolarité (CLAS) accueillant
plus de **2 370** enfants

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
5 M€

Dépenses de fonctionnement :
6,2 M€

Recettes de fonctionnement :
0,9 M€

Dépenses d'investissement :
1,6 M€

Le contexte

Les antennes territoriales de la direction du développement social assurent une mission d'animation du partenariat et de coordination de mise en œuvre du Contrat de Ville. En juin 2015, un nouveau Contrat de Ville (2015-2020) sera signé définissant les priorités et les modalités d'intervention de l'ensemble des partenaires institutionnels, financiers et des acteurs associés. Les équipes territoriales de la Direction du Développement Social contribuent à animer la démarche de partenariat engagée pour élaborer le nouveau Contrat de Ville.

Les accueils jeunes proposent un accueil libre dans un contexte convivial et agréable tout au long de l'année. Les équipes d'animateurs et d'éducateurs spécialisés y sont disponibles et à l'écoute afin de répondre de manière collective ou individuelle aux différents besoins exprimés. Dans un contexte d'ouverture sociale et de respect, ils veillent à favoriser l'échange, la discussion autour de divers sujets.

Le projet de réussite éducative toulousain propose de traiter mensuellement des cas particulier d'enfants à partir des 32 Cellules de Veille et de Réussite Éducative installées dans les 24 collèges et circonscriptions du 1^{er} Degré dans les écoles. Les 5 Équipes Pluridisciplinaires assurent un accompagnement éducatif individualisé.

Le dispositif Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité s'adresse aux élèves des écoles élémentaires ainsi qu'aux collèges et lycées. Il est centré sur l'aide aux devoirs, l'apprentissage de la citoyenneté, l'éveil à la culture. Cet accueil offre un espace d'information, de dialogue et d'écoute pour les familles.

Les objectifs pour l'année 2015

Durant le 1^{er} semestre 2015, au delà de l'accompagnement des actions déjà engagées dans le cadre du Contrat de Ville, le Domaine Territoires de la Direction du Développement social est mobilisé pour élaborer le nouveau Contrat de Ville 2015-2020. Ainsi à l'échelle de chaque territoire prioritaire, les antennes territoriales animent des ateliers réunissant l'ensemble des acteurs locaux pour définir les priorités d'intervention. Par ailleurs, le service coordonne des démarches de partenariat afin de définir les modalités relatives à la mise en œuvre du contrat : Participation des habitants, soutien aux associations, observation suivi et évaluation...

L'évolution du service Accueils Jeunes est actuellement en cours de construction en lien avec les différents cadres auxquels fait référence son champ d'intervention (accompagnement socio-éducatif, prévention, loisirs...) à savoir le Nouveau Contrat de Ville, le Projet Éducatif de Territoire, le Contrat Enfance Jeunesse. Cette évolution pourrait entre autres se concrétiser par la mise à disposition de locaux pour l'équipe Accueils Jeunes de Bourbaki.

Le développement et l'évolution des dispositifs Réussite Éducative et CLAS s'inscrivent dans la perspective d'une intégration à la direction de l'Éducation. Ceux-ci sont également liés à la prise en compte des enjeux du nouveau Contrat de Ville, du travail en cours de diagnostic et d'élaboration du Projet Éducatif de Territoire, mais aussi de l'évolution et du développement du dispositif de la Réussite Éducative au sein du GIP, en maintenant la qualité et la réactivité du service rendu aux publics.

Chiffres clés

SANTÉ ENVIRONNEMENT

3.200 plaintes sur l'habitat et les nuisances sonores avec **6** arrêtés d'insalubrité et **9** arrêtés d'interdiction d'habiter et **38** arrêtés d'urgence.

694 contrôles alimentaires et **11** arrêtés de suspension d'activité de restauration

737 prélèvements d'échantillon d'eau des piscines dont **167** échantillons eau chaude ERP,

Prestations de service avec le Centre 3D :

3.342 prestations de dératisation, désinsectisation bâtiments communaux

1.132 prestations de désinsectisation chez les particuliers

1.022 plaintes pour insectes, rongeurs, pigeons, faune sauvage

Régulation animale : **860** chiens et chats capturés

SANTÉ PUBLIQUE

7 659 vaccinations et **331** Projet d'Accueil Individualisé dans le cadre allergie alimentaire.

8 audits en hygiène réalisés dans les écoles

42 actions ou projets de promotion de la santé menés dont 15 dans les Ateliers Santé Ville

84 associations subventionnées à hauteur de **302 000 €**.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 : **3,8 M€**

Dépenses de fonctionnement : **1,4 M€**

Recettes de fonctionnement : **2,4 M€**

Dépenses d'investissement : **0,2 M€**

Recettes d'investissement : **0,1 M€**

Le contexte

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) met en œuvre la politique réglementaire relevant de la compétence du maire en matière d'habitat indigne et insalubre, de nuisances sonores et de vaccination. Le SCHS exerce également pour le compte du Préfet, le contrôle de certaines règles d'hygiène sur le territoire communal.

D'autres projets traduisent la volonté politique de la collectivité de lutter contre les inégalités de santé à travers notamment l'élaboration et la mise en œuvre du plan municipal de santé en coordination avec les démarches d'Atelier Santé Ville présentes dans les quartiers.

Le SCHS perçoit de l'État une Dotation Globale de Décentralisation pour exercer les missions de vaccination, désinfection et contrôle des règles d'hygiène sur la commune. Un protocole signé avec la Préfecture et l'A.R.S précise les activités du SCHS relatives à cette dotation.

Les objectifs pour l'année 2015

Signature avec l'Etat et les autres partenaires du nouveau protocole LHI (Lutte contre l'habitat indigne) et d'un nouveau protocole entre l'ARS et la Ville de Toulouse prévoyant :

- le renforcement des contrôles sanitaires à l'encontre des marchands ambulants
- la mise en place d'actions de prévention auprès des épiceries solidaires
- l'Intensification de la lutte contre le vecteur de la dengue et du Chikungunya
- la mise en œuvre d'un nouveau procédé de régulation des chats errants,
- l'organisation d'une grande journée de l'animal dans la ville
- la finalisation du Plan Municipal de Santé avec l'animation du Conseil local de santé mentale et la reconduction du plan municipal d'actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif.

Chiffres clés

9 restaurants seniors déployés sur le territoire de la commune avec une fréquentation moyenne de **30** personnes par jour et l'ouverture d'un 10^{ème} restaurant dans le quartier de la Reynerie.

70 clubs seniors associatifs pour **7 500** seniors Toulousains

Un Point Information Seniors qui reçoit plus de **36 000** seniors par an

13 000 seniors bénéficient de colis de fin d'année

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
2,4 M€

Dépenses de fonctionnement :
1,3 M€

Recettes de fonctionnement :
330 K€

Dépenses d'investissement :
823 K€

Le contexte

La ville de Toulouse compte aujourd'hui 76 000 seniors de plus de 60 ans soit 17 % de la population. Le vieillissement démographique est inéluctable avec un allongement continu de la durée de vie. Le bien être du senior dans la ville, la qualité de vie quotidienne de tous les seniors constituent des enjeux majeurs pour la collectivité.

En complémentarité du Centre Communal d'Action Sociale qui intervient notamment auprès des personnes âgées en perte d'autonomie ou dépendantes, la Ville de Toulouse développe une politique de proximité et de solidarité en faveur d'un public couvrant plusieurs générations de seniors, du jeune retraité à la personne très âgée et vivant à son domicile. Ces différents âges de la retraite imposent des approches différenciées pour mieux prendre en compte les besoins de ces publics.

Les objectifs pour l'année 2015

Le nouveau projet municipal en faveur des seniors va s'articuler autour de plusieurs axes d'intervention :

- l'accueil, l'information, la communication et l'accompagnement des seniors en facilitant l'accès aux services publics, aux loisirs culturels, sportifs et numériques,
- l'ouverture du premier Espace Seniors à la Reynerie comprenant un restaurant seniors et un pôle d'animations dédiées aux seniors
- la prévention des effets du vieillissement à travers une diversité d'initiatives associant les acteurs locaux compétents avec la lutte contre les situations d'isolement et de précarité et le développement d'échanges intergénérationnels,
- la participation ou l'organisation d'événements, de manifestations fédérateurs permettant d'affirmer la place du senior dans la ville.

Les initiatives portées par la Ville intégreront également les partenaires institutionnels ainsi que la diversité des acteurs associatifs présents sur le territoire Toulousain.

Chiffres clés

14 piscines
2 patinoires
46 courts de tennis (**13** couverts + **33** extérieurs)
111 terrains de foot (dont 20 synthétiques)
103 salles-gymnases-dojos
43 plateaux sportifs extérieurs (pistes athlétisme, aires de lancers, aires de saut)
6 pistes de bécoss
9 skate parks
34 city stades
3 frontons, 2 murs à gauche, 1 trinquet
1 pas de tir à l'arc
1 parcours canoë kayak
2 bases d'aviron

511 293 heures planifiées pour des activités terrestres et aquatiques

3 325 384 entrées enregistrées sur les équipements sportifs municipaux

1 110 764 entrées piscine (+ 38 831 par rapport à l'an dernier)

43 520 participants aux stages sportifs (dont 7 200 adultes et 5 550 seniors)

526 manifestation sportives

339 000 visiteurs à Toulouse Plages

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

25,4 M€

Autres dépenses de fonctionnement :

9,7 M€

Dépenses en investissement : **21,3 M€** (dont **14,1 M€** pour les travaux de rénovation du Stadium en vue de l'Euro 2016 et **0,5 M€** pour le réaménagement du stade Arnauné)

Recettes de fonctionnement :

3,1 M€

Le contexte

2014 est marquée par la poursuite des travaux du Stadium en vue de l'EURO 2016 ainsi que la prise en compte des installations sportives Daniel FAUCHER sur l'Ile du Ramier. Le nouveau gymnase du Château de l'Hers a été mis en service.

Sur le Mirail, un nouveau terrain synthétique de football a été livré par l'État dans le cadre du plan de rénovation des installations Universitaires. Un nouveau terrain synthétique a été mis en place également sur la base de Sports et de loisirs des Argoulets. L'ensemble de ces équipements permet ainsi d'assurer aux multiples utilisateurs de meilleures conditions d'évolution.

Pour l'aide financière des clubs sportifs, une refonte des critères d'attribution a été mise en œuvre avec une réflexion sur les engagements vis à vis des clubs représentant Toulouse au niveau national et international.

Les objectifs pour l'année 2015

STADES ET TERRAINS DE GRANDS JEUX

Avant dernière phase des travaux du Stadium et début des travaux du Stade Arnauné.

Poursuite du programme de création de terrains synthétiques (Daniel FAUCHER) et remise à niveau d'équipements sportifs notamment en vue de l'EURO 2016.

Programme d'implantation d'équipements de proximité (Saint Martin et Bordeblanche).

PISCINES

Travaux d'entretien et mises aux normes pour maintien d'un service public maximum. Etudes de modernisation des achats de droits d'entrées par internet et smartphones.

LES MANIFESTATIONS

Reconduction de la foulée des mille pattes qui accueille plus de 1200 élèves chaque année.

Reconduction du tournoi de rugby pour les élèves de CM2 et du tournoi des écoles en partenariat avec la Direction de l'Education.

Opération Toulouse Plages et nouveaux événements (« Sentez vous sport », Festoval)

Mise en œuvre d'animations spécifiques en lien avec l'EURO 2016 à compter du 10 juin

LES ACTIVITÉS SPORTIVES ET LE VOLET ANIMATION

Conformément à la convention signée avec l'Education Nationale, apprentissage de la natation de la grande section de maternelle au CM2 et renforcement de la programmation d'activités terrestres à encadrement renforcé. Programmation variée sur les temps péri et extrascolaires.

Interventions périscolaires dans les CLAE notamment dans les quartiers prioritaires.

Maintien du soutien dans le champ du handicap auprès de 93 établissements spécialisés.

Poursuite du soutien financier et matériel à plus de 130 clubs sportifs.

MISSION JEUNESSE

Chiffres clés

158 049 jeunes de 11 à 29 ans habitent à Toulouse dont :

11 à 14 ans : **14 506**,

15 à 19 ans : **33 945**,

20 à 24 ans : **62 065**,

25 à 29 ans : **47 533**

47,9 % d'entre eux sont élèves ou étudiants

40 % sont salariés

10 % en recherche d'emploi

BUDGET 2015

Masse salariale :
0,1 M€

Autres dépenses en fonctionnement :
0,2 M€

Le contexte

La Mission Jeunesse a poursuivi son action en s'appuyant sur l'intérêt politique, pour la jeunesse et la vie étudiante, du nouvel exécutif. Pour ce dernier, la politique jeunesse est de droit commun pour l'ensemble des jeunes de la ville avec une attention particulière aux jeunes des quartiers de la politique de la ville. Cette politique prend en compte, les 11/15 ans, les 16/29 ans avec des problématiques et des attentes différentes en fonction, de leurs situations professionnelles ou d'études, de leurs ressources, de celle de leurs parents, de leur genre.

La politique jeunesse municipale, n'est pas qu'une politique du temps libre, c'est une politique pour l'emploi, l'insertion, la santé, le logement, la culture, le sport, les déplacements, la mobilité. Politique transversale elle doit irriguer toutes les directions de la ville. La volonté municipale est de reconnaître, valoriser les potentialités des jeunes toulousaines, de considérer la jeunesse comme une ressource qui est le présent et l'avenir du territoire.

Pour mettre en œuvre cette politique, la Mission Jeunesse est en appui aux directions de la Ville et de la Métropole afin de dynamiser, mettre en cohérence, développer les actions pour, par ou avec les jeunes, conduites par les directions.

L'animation des conseils de vie étudiante et des jeunes participe au développement de la citoyenneté.

Les objectifs pour l'année 2015

- Développer la fonction ressource auprès des directions pour une meilleure prise en compte de la diversité des jeunes toulousaines notamment sur la question de l'emploi, du logement, de la culture, de la vie étudiante et de l'adolescence, de la mobilité en partenariat notamment dans le cadre du nouveau contrat de ville, du contrat enfance jeunesse, du schéma vie étudiante.
- Amplifier la présence de la Ville de Toulouse auprès des acteurs de la jeunesse.
- Construire et mettre en cohérence un plan d'action en direction des 11/29 ans.
- Installer et animer le nouveau mandat de Toulouse Étudiants - le conseil toulousain de la vie étudiante et le conseil des jeunes toulousains
- Structurer une Mission Jeunesse et vie étudiante tout en amplifiant le travail de veille, et de communication.

Moyens et modernisation de l'action publique

P.66 Ressources humaines

P.67 Gestion des bâtiments communaux

P.68 Schéma directeur immobilier municipal

P.69 Systèmes d'information

Transports, loisirs, culture...

MA ville à portée de main !

RESSOURCES HUMAINES

Chiffres clés

Effectifs permanents :

7 796 équivalents temps plein (ETP)

170 départs en retraite

28 000 journées formation

BUDGET 2015

Masse salariale de la DRH :

7 M€

Autres dépenses de
fonctionnement :

9,4 M€

Dépenses d'investissement :

0,28 M€

Recettes de fonctionnement :

9,6 M€

Le contexte

Le pilotage des ressources humaines s'inscrit dans un cadre commun à la Ville de Toulouse et à Toulouse Métropole depuis le 1^{er} janvier 2009. La mutualisation toulousaine a notamment concerné les organes de pilotage et les fonctions dites « support » : l'équipe de direction générale ainsi que l'ensemble des directions fonctionnelles (Ressources humaines, Commande publique, Systèmes d'information, Communication, Affaires juridiques, Analyses et études de gestion...) exercent leurs missions pour le compte des deux structures. Plus de 1 500 collaborateurs sur les 10 000 agents permanents que comptent la ville et la communauté urbaine travaillent au sein d'une direction mutualisée. Les flux financiers générés par la mutualisation représentent 13,7 M€ de dépenses et 6,1 M€ de recettes pour la Ville.

Les objectifs pour l'année 2015

Compte tenu du contexte budgétaire contraint par la baisse des dotations de l'État, l'objectif de maîtrise de la masse salariale est réaffirmé et une nécessité pour l'exercice 2015. Un certain nombre de mesures ont été prises dès 2014 : diminution du recours au personnel saisonnier (25 % d'économie générée entre 2013 et 2014), diminution d'1 M€ de l'enveloppe affectée au personnel temporaire, diminution du coût du travail (économies liées à la suppression du régime indemnitaire pour le personnel temporaire et de la prime de transport). Ces efforts seront poursuivis en 2015 : économies projetées sur le recrutement du personnel permanent et sur les personnels temporaires et diminution de 5 % du nombre de saisonniers.

La prévention de l'absentéisme est également un des sujets prioritaires de l'année 2015, avec une politique ayant pour objectif de favoriser le bien être au travail, d'accompagner les agents absents par des entretiens de pré-reprise afin d'anticiper et de préparer leur retour. Une étude sera également menée sur les métiers à usure afin de permettre une prise en charge anticipée et une orientation précoce des agents vers une seconde carrière.

L'accompagnement des managers constitue aussi un des enjeux majeurs de la collectivité pour 2015. Il participe à l'amélioration des conditions de travail des agents et à la responsabilisation des cadres aux enjeux financiers et RH. A ce titre, un dispositif de formation d'envergure sera proposé à tous les managers et des nouveaux outils seront mis à disposition afin d'améliorer le suivi des équipes (indicateurs et tableaux de bord, revues de personnel, ...)

Enfin, toujours dans un souci constant d'amélioration des conditions de travail proposés aux personnels, la Ville de Toulouse va mettre en œuvre un plan de dé-précarisation de l'emploi contractuel et favoriser l'emploi de personnels statutaires.

Les démarches entreprises depuis plusieurs années en faveur de l'accueil de personnes en situation de handicap seront renforcées et le niveau d'action sociale maintenu.

GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

Chiffres clés

38 métiers du Bâtiment.

Plus de **2000** bâtiments communaux représentant plus **1,4 M de m²** dont **295** ascenseurs

591 systèmes de production de chauffage.

701 systèmes de sécurité incendie.

30 000 m² de bâtiments supplémentaires par an à entretenir.

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :
17,2 M€

Dépenses de fonctionnement :
29,8 M€ dont **18,8 M€** de fluides (eau, gaz, électricité)

Recettes de fonctionnement :
3,4 M€

Dépenses en investissement :
7,7 M€ (maintenance réglementaire)

Le contexte

La Direction des Bâtiments et Énergies assure la maintenance des bâtiments de la Ville et des équipements techniques qui y sont associés. Cette maintenance constitue un enjeu économique, fonctionnel et de sécurité très important pour la collectivité d'un point de vue réglementaire du fait de très nombreux établissements recevant du public (ERP) ou agents techniques. Il s'agit d'une politique qui s'inscrit dans la durée, avec l'objectif de réduire la maintenance curative (réparer la panne au moment où elle survient) en développant la maintenance préventive (prévenir les dysfonctionnements). Dans le même temps, la maîtrise de la dépense énergétique est un défi appelant une maintenance soignée, des investissements et des achats performants et un usage vertueux des bâtiments.

Les objectifs pour l'année 2015

L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

La productivité des interventions de maintenance dépend beaucoup de l'organisation de la gestion des multiples demandes quotidiennes (entre 100 et 200 par jour). La consolidation des moyens consacrés à la plate-forme d'appel téléphonique, la contribution des demandeurs à une meilleure qualification des demandes et l'amélioration du retour d'information aux demandeurs devraient limiter le délai de prise en compte et rendre plus performante la gestion du plan de charge des équipes

LA PRIORISATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PAR RAPPORT AUX AMÉNAGEMENTS D'AMÉLIORATION DU BÂTI

Le contexte financier permet plus, comme par le passé, d'assurer la maintenance des bâtiments et de leurs équipements techniques et, en même temps, de répondre à toutes les demandes d'amélioration ou d'embellissement.

DÉVELOPPER LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Par comparaison à la maintenance curative (consécutive à une demande de dépannage), la maintenance préventive anticipe des interventions d'entretien afin de limiter les risques de pannes ou de désordre. La cible est que 75% des interventions soient en préventive et 25% en curatif.

POURSUIVRE LE CHALLENGE ÉNERGIE

Démarrées au printemps 2014, ces opérations de sensibilisation aux économies d'énergie des occupants des bâtiments municipaux se déroulent dans des écoles, des gymnases, des bibliothèques, des sites administratifs et des établissements socioculturels. Elles sont menées en parallèle avec l'optimisation du réglage des installations thermiques (température et plages horaires de confort).

PRENDRE EN COMPTE LE COÛT GLOBAL D'UN BÂTIMENT

La construction ou l'achat d'un bâtiment doivent être regardées en associant le coût de la maintenance et de l'exploitation tout le long de la vie de ce bâtiment. En effet, pour une durée estimée de vie de 100 ans, les coûts d'étude et de construction n'interviennent que pour 20 à 25%, les charges d'entretien et d'exploitation représentant 75 à 80%. Ces éléments seront systématiquement mis en perspective dans les études préalables des opérations nouvelles.

SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER MUNICIPAL

Chiffres clés

Le Patrimoine immobilier décomposé comme suit :

1 249 387 m² (SHOB) en pleine propriété (hors concessions, affermages et baux emphytéotiques)

44 140 m² en location

Objectifs 2015 : **5 M€** de cession de patrimoine

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

2,4 M€

Dépenses en fonctionnement :

3 M€

Recettes en fonctionnement :

2,5 M€

Dépenses en investissement :

8,2 M€

Recettes en investissement :

5 M€

Le contexte

Dans un contexte de réduction drastique des dotations de l'Etat aux collectivités locales et face à un budget contraint, la Direction du Patrimoine a été chargée de la mise en œuvre d'une gestion dynamique et stratégique du patrimoine communal.

Dans ce cadre, une équipe dédiée a été constituée dont la mission principale est de recenser les biens immobiliers valorisables directement ou de rechercher des solutions immobilières permettant à terme la vente de ces biens communaux.

Les objectifs pour l'année 2015

- Rechercher les fonciers en diffus et non stratégiques pouvant être cédés rapidement ;
- Proposer aux locataires de devenir propriétaires des logements qu'ils occupent ;
- Redéployer les services municipaux dans le cadre du Schéma Directeur Immobilier (diminution des charges de location, cession de biens dont la rénovation ou la mise aux normes serait trop lourde) ;
- Remettre sur le marché du locatif, des biens fermés et inoccupés qui sont en attente d'un usage futur dans un projet d'aménagement ;
- Répondre rapidement et favorablement à des demandes d'acquisitions.

Dans ce cadre et afin de préserver une totale transparence dans le choix des acquéreurs, différentes procédures de cession sont mises en œuvre :

- procédure simple de cession de gré à gré (exemple : vente aux locataires occupants) ;
- procédure plus structurée, basée sur la mise en concurrence de projets, sous pli cacheté, dans le cadre de projets plus importants ;
- procédure de vente aux enchères.

La Direction du Patrimoine s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée notamment de la Direction des Opérations d'Aménagement, la Direction Planification et Urbanisme et les pôles territoriaux pour la mise en œuvre des projets d'aménagement importants.

SYSTÈMES D'INFORMATION

Chiffres clés

6 700 postes agents,
400 postes publics, **2 200**
postes dans les écoles

214 kilomètres de fibre, **800**
serveurs (tout types), **7 600**
téléphones internes

2 000 lignes téléphoniques
isolées, **2 770** lignes de téléphones
mobiles (**1500** téléphones
portables, **270** smartphones, **1000**
techniques (ex : parcimètre))

375 tablettes, **1000** radios

355 applications métiers

563 sites (bâtiments) distants
interconnectés au
réseau informatique
de la collectivité

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 :

6,2 M€

Autres dépenses de
fonctionnement :

6,4 M€

Dépenses d'investissement :

5 M€

Le contexte

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) mutualisée entre la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole depuis le 1er janvier 2009 travaille à la mise en place et à la transformation de la collectivité, en accompagnant les directions métiers et supports dans leurs nouveaux périmètres, nouvelles missions et nouveaux locaux. Les actions de la DSI s'inscrivent dans un schéma directeur d'investissement. Un nouveau plan est en cours d'élaboration pour la mandature : il prendra notamment en compte les enjeux du numérique, de la mobilité, des nouveaux usages et de la Métropole.

L'informatisation croissante des processus métiers doit apporter un gain de productivité aux directions leur permettant de répondre à leurs besoins et aux objectifs globaux d'économie. A cet effet, une part importante du budget est consacrée aux outils métiers et à l'infrastructure : mise en place, remplacement, amélioration, mise en sécurité du système d'information.

Les objectifs pour l'année 2015

La dématérialisation des procédures comptables va être complétée ce qui permettra une meilleure gestion de toute la chaîne achat/exécution comptable ainsi que des procédures connexes. Le processus de paye des agents de la collectivité va être amélioré et rationalisé. L'offre de télé services va être encore étendue pour compléter le bouquet à destination des familles et offrir les services de e-administration sur supports mobiles.

L'offre radio (utilisée par la police municipale entre autre) va être modernisée. C'est ainsi que l'infrastructure nécessaire aux nouvelles radios numériques sera mutualisée avec celle de Tisséo : ce partenariat permettra d'optimiser les coûts nécessaires tant en investissement qu'en fonctionnement.

De plus, un nouvel outil d'informatique décisionnelle est en cours d'implémentation. Il offrira des indicateurs de gestion aux directions, à commencer par les éléments concernant les ressources humaines.

Enfin, certains éléments prévus dans le plan de mandature sont d'ores et déjà en cours de mise en œuvre : gratuité de l'accès aux musées via une carte « muséilibre », 1^{ère} tranche du wifi dans la ville ...

A photograph of a modern urban playground. In the foreground, a man and a woman are sitting on a wooden bench, facing away from the camera. The playground has a red rubber safety mat. There are various colorful play structures, including a large brown climbing wall, a yellow slide, and a green structure. In the background, there are several multi-story apartment buildings with balconies. The sky is blue with some clouds.

Thématique transversale : le Grand Projet de Ville

LE GRAND PROJET DE VILLE (GPV)

Chiffres clés

Un financement de projets à hauteur de **787 M€ TTC** sur la période 2005-2017

Taux d'avancement global à fin 2014 : **86%** des opérations en travaux ou livrées

- Reynerie-Bellefontaine : **84%**
- Bagatelle-La Faourette - Papus-Tabar-Bordelongue : **93%**
- Empalot : **78%**

BUDGET 2015

Masse salariale 2014 : **0,5 M€**

Dépenses de fonctionnement : **228 K€**

Dépenses d'investissement : **13,3 M€**

Le contexte

La résolution des problèmes de fracture sociale, de relégation spatiale et d'exclusion nécessite la mise en cohérence des politiques publiques en articulant les échelles territoriales et temporelles. Les quartiers en renouvellement urbain sont appréhendés dans la diversité de leurs fonctions : habitat, cadre de vie, culture, éducation, insertion et emploi, prévention et sécurité. La stratégie de transformation urbaine et sociale est mise en œuvre selon 3 échelles de temps ::

- à court terme pour enrayer la spirale de dévalorisation par la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et regagner la confiance des habitants dans l'action publique ;
- à moyen terme pour donner à voir une 1ère transformation des territoires qui donne envie d'y rester, d'y venir, d'y investir ;
- à long terme pour réinscrire ces quartiers dans la dynamique de développement de la métropole toulousaine.

Les objectifs pour l'année 2015

Quelques opérations conduites et financées par la Ville de Toulouse, Toulouse Métropole, les bailleurs sociaux ou des opérateurs privés, coordonnées par la Mission GPV :

- **Reynerie** : 1^{ère} reconstruction d'un immeuble de logement place Abbal comprenant le futur centre social CAF – mairie.
- **Bellefontaine** : poursuite des réhabilitations des immeubles, aménagement des espaces publics de proximité, requalification du Bois de Bellefontaine, 2 opérations de construction de logements (accession sociale, logements sociaux et location privée), fin de la reconversion de l'ex-école bastide en pôle associatif.
- **Empalot** : livraison de l'équipement de quartier (MJC, mairie de quartier, salle polyvalente), lancement de la construction du centre commercial et de logements.
- **Bagatelle – La Faourette - Papus – Tabar – Bordelongue** : aménagement du grand espace vert de Bagatelle, construction de la nouvelle Maison de quartier, livraison d'une crèche associative.

Sur les trois territoires, se poursuivent le relogement des ménages, la mise en place des clauses d'insertion dans les marchés de travaux, les petits aménagements réalisés au titre de la gestion urbaine et sociale de proximité.

2015

Rapport du budget primitif

.....